

DIRECTEUR : Jacques FAUVET  
FONDATEUR : Hubert BEUVE-MERY

DIRECTION  
RÉDACTION ET ADMINISTRATION  
5, RUE DES ITALIENS, PARIS - IX<sup>e</sup>

TELEPHONE : PROVENCE (070) 51-29  
Messagerie télégraphique : JOURNAL MONDE PARIS

# Le Monde

N° 1424  
Circulation : 440 000 exemplaires  
Abonnement : 120 F/an (10 F/mois)  
France : 120 F/an (10 F/mois)  
Étranger : 150 F/an (12 F/mois)  
Télégramme : 23 000  
Téléphone : 23 000  
Cheque postal : PARIS N° 4207-23

## LE DÉFI CATALAN

Pour le second dimanche consécutif, des dizaines de milliers de personnes sont descendues, le 3 février, dans les rues de Barcelone à l'appel de l'Assemblée de Catalogne, qui regroupe toutes les forces de l'opposition démocratique. Comme la précédente, brutalement réprimée par la police, cette manifestation était interdite par les autorités, qui ont de nouveau employé les grands moyens. Son succès n'en est que plus impressionnant et révélateur. Cependant, plusieurs heures, le temple de Barcelone a été occupé par les manifestants, qui réclament une amnistie authentique et un statut d'autonomie pour la Catalogne. Malgré les rigoureux quadrillages policiers, et comptant sur la complicité de la population, les mille Catalans ont défié le gouvernement de Madrid en brandissant des drapeaux et des banderoles : « Vive la Catalogne libre ».

Le bilan de la manifestation du 3 février est largement positif pour les dirigeants de l'Assemblée de Catalogne, qui ont les moyens aujourd'hui de mettre le pouvoir central en échec dans la rue. Leur intention était seulement de défilier pacifiquement et en ordre après avoir obtenu les autorisations nécessaires. Malgré de multiples démarcations auprès du gouverneur civil et même directement auprès de M. Fraga, ministre de l'Intérieur, qui a publiquement exprimé à plusieurs reprises l'indignation qu'il porte à la « question catalane », le feu vert n'a pas été accordé par Madrid.

Non seulement en Catalogne, mais à la « périphérie », au Pays basque, au Pays valencien, en Galice, dans les Asturies, et, bien entendu, dans les milieux démocratiques de la capitale, les Catalans attendent que le gouvernement du roi mette à l'écart ses décisions en accord avec ses promesses formelles de véritable libéralisation. Nationalement hostile au régime castillan, ayant le sentiment d'être ignoré, exploité, méprisé par Madrid, économiquement riche, culturellement très développé, tourné vers le Méditerranée et l'Europe, le catalan a depuis quarante ans posé de redoutables problèmes d'ordre au pouvoir franquiste. Les premières grandes grèves ont éclaté à Barcelone, où le prolétariat, pourtant en majorité d'origine andalouse, a été bien intégré et s'est montré remarquablement combatif et bien organisé.

La bourgeoisie nationaliste et une intelligentsia de haut niveau n'ont pas pu que reconnaître par Madrid. Elles se battent pour reconquérir le statut de la Généralité, abolie par les franquistes vainqueurs. L'Eglise est à peu près sans réserves aux côtés des nationalistes : l'abbaye de Montserrat, haut lieu du catalanisme, a souvent servi de refuge aux dirigeants clandestins de l'opposition démocratique. Et c'est à Barcelone qu'a eu lieu, en 1975, la plus importante réunion secrète de quelque cent vingt officiers membres de l'Armée militaire démocratique. Même la police municipale de la capitale catalane est de cœur avec les manifestants.

La mort de Franco a, naturellement, relancé cette vague de revendications. L'atténuation de la temporisation et de la répression actuellement pratiquée par Madrid n'est pas à la hauteur de ce défi.

(Mardi 10 février)

## UNE INTERVIEW DE LEONID PLOUCHTCH

Leonid Ploouchtch, qui fut interné à l'hôpital psychiatrique spécial de Dnepropetrovsk, a été libéré, le mardi 3 février, en présence de la presse à Paris. Arrivé à Paris le 19 janvier dernier, il avait aussitôt gagné Sarcelle où, dans la maison familiale du mathématicien Michel Broué, il se remet peu à peu des horreurs morales et psychiques qu'il a connues pendant plus de deux ans et demi. Répondant aux questions des journalistes, le mathématicien soviétique a dit que cet acte par exemple, qui est une première déclaration publique d'intention à la suite de l'ouverture du congrès du P.C. français : « Cela ne doit avoir aucune conséquence dommageable, et il est évident que le parti communiste, le parti socialiste ni pour quelque autre parti humaniste que ce soit, il n'a encore estimé que le système soviétique est « gangrené et malade », mais que des « forces saines » dans les rangs couches de la société, alliées à la « pression des forces mondiales », peuvent le conduire à « renouer la dictature sur la parole et les idées ».

Le mathématicien soviétique avait bien voulu nous accorder, quelques jours avant sa conférence de presse, l'entretien qu'on lira page 3. Il estime notamment que les Soviétiques devraient s'inspirer du programme de Dubcek.

## Un accord complet est conclu entre la Syrie et le Liban

### Vers un dégagement israélien en Cisjordanie ?

Diverses mesures prises en Jordanie — notamment le renforcement du gouvernement — ont aggravé les divergences au sein de l'O.L.P. La plupart des dirigeants des fedayin y voient le prétexte à une négociation entre le royaume hachémite et Israël, en vue d'un dégagement militaire en Cisjordanie. L'Etat juif, selon notre correspondant à Jérusalem aurait obtenu, à cet effet, le « feu vert » de Washington.

La Syrie, en étroite coopération avec le régime du roi Hussein, a garanti, pour sa part, la stricte application par l'O.L.P. de l'accord de 1969 entre les fedayin et le Liban. Cette assurance a été solennellement donnée au président Frangé, dont la visite à Damas a pris fin le samedi 7 février. En retour, le chef de l'Etat libanais s'est engagé auprès du président Assad à mettre en application les réformes politiques, économiques et sociales déjà approuvées par la plupart des formations libanaises de droite et de gauche. Le contenu de ce compromis devrait être rendu public à Beyrouth dans les prochains jours.

## Dans la plaine de la Bekaa contrôlée par les Palestiniens

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Deux semaines après le cessez-le-feu, la situation dans la plaine de la Bekaa reste mystérieuse pour beaucoup de Libanais. Bien que cette région soit traversée par la route Beyrouth-Damas, ouverte à la circulation depuis plusieurs jours, les communications restent difficiles et l'on sait encore peu de chose sur les événements décisifs qui s'y sont déroulés au cours de la dernière phase de la guerre civile. C'est notamment dans la Bekaa que s'est produite l'intervention des forces palestiniennes basées en Syrie, ce qui devait entraîner l'occupation du cessez-le-feu. C'est là également que la « décomposition » de l'armée libanaise s'est manifestée de la façon la plus évidente.

Enclavée entre la chaîne du Mont-Liban et celle de l'Anti-Liban — dont la ligne de crête marque la frontière syrienne — la plaine de la Bekaa est une longue et étroite tache verte qui s'étend sur près de 60 kilomètres : la seule zone de grande culture de ce pays au relief tourmenté.

(Lire la suite page 4.)

## LE CONFLIT EN ANGOLA ET SES PROLONGEMENTS

### L'Afrique « déstabilisée »

par P.-J. FRANCESCHINI

Le M.P.L.A. semble bien sur le point de gagner la partie en Angola. Au Nord, ses adversaires du F.N.L.A. refusent en désordre, abandonnant équipements et armement, vers la frontière du Zaïre. Au centre et au sud du pays, l'UNITA, privée de l'essentiel de l'appui sud-africain, menace de se débander. Son chef, M. Savimbi, multiplie les avances à M. Neto et envisage la solution de désespoir que serait un retour à la guérilla. Le régime de Luanda, qui refusait de négocier dans les heures difficiles où la capitale était menacée, semble désormais tout au plus, à un arrangement limité avec certains des adjoints de M. Savimbi. Cette solution — admettant des vaincus à jouer dans le nouvel Etat un rôle modeste — ne réduirait en rien l'ampleur du triomphe que M. Neto, grâce aux armées russes et aux soldats cubains, a remporté sur le terrain.

Les conséquences de ce succès sont d'ores et déjà considérables. En Afrique même, c'est évidemment Pretoria qui en fera les frais. Pour être intervenu avec des moyens trop minces par rapport à ses ambitions et à l'enjeu qu'il invoquait, M. Vorster a été

contraint à une marche arrière. Les « soldats blancs » de l'accent sud-africain qui tous les envoyés spéciaux ont vus à l'œuvre, n'auront réussi qu'à isoler diplomatiquement et à déconsidérer leurs amis aux yeux de l'Afrique. La manœuvre de M. Vorster, profondément engagée avec la caution américaine, se traduit en fin de compte par le plus grand échec politique jamais subi par Pretoria.

Les explications embarrassées qu'ont entendues les députés du Cap — le droit revendiqué et obtenu de s'engager « jusqu'à l'épuisement » pour défendre la position du maintien d'une « zone d'opérations » à la frontière angolaise ne parviennent pas à déguiser le désastre. L'Afrique du Sud n'est parvenue qu'à torpiller sa politique de « dialogue » avec l'Afrique noire, effrayant ceux qui acceptaient de l'engager avec elle et jetant dans le camp de Luanda — désormais majoritaire à l'O.U.A. — un Etat aussi important et aussi peu tenté par le marxisme que le Nigéria.

Si le M.P.L.A. accentuant sa pression, s'installe solidement à la frontière du Sud-Ouest africain, Pretoria ne pourra maintenir ses prétentions au « droit de suite » et même la protection des installations hydro-électriques du fleuve Cunene — motif avoué de son intervention — sera menacé d'un affrontement direct avec les Angolais et ces Cubains qu'il ne fut pas possible de contenir plus au Nord.

Les Sud-Africains devront violer encore plus impudemment, s'ils se sentent obligés de poursuivre leur mandat au Sud-Ouest africain — qu'ils devraient, en principe, maintenir délimités — s'ils veulent éviter de voir directement envahir le territoire national. Le faux pas de M. Vorster va placer le pouvoir blanc de Rhodesie dans une position de plus en plus intenable, encourageant la guérilla de la SWAPO en Namibie et, peut-être même, embrasser la frontière avec le Mozambique socialiste où M. Samora Machel a de plus en plus de

## Paris souhaiterait un « directoire » européen

M. Giscard d'Estaing rencontre jeudi 12 et vendredi 13 février, au mas d'Artigny, près de Nice, le chancelier Schmidt, qui, à son tour, le 6 et 7 février au premier ministre britannique, M. Wilson. Le conseil des ministres de la Communauté a tenu en outre sa réunion mensuelle à Bruxelles le 9 février. Les rapports intergouvernementaux sont au centre des discussions qui doivent aboutir les 11 et 12 avril, au Conseil européen de Luxembourg, à une prise de position des Neuf sur le rapport de M. Tindemans sur l'Union européenne. Ce rapport, est fraîchement accueilli à Paris où l'idée d'un « directoire » restreint, est avancée dans certains milieux.

Le rapport Tindemans sur l'Union européenne est sévèrement jugé à Paris. Contrairement au gouvernement allemand, qui a publiquement approuvé le rapport du premier ministre belge, et au secrétaire au Foreign Office, M. Callaghan, qui l'a vivement critiqué, le gouvernement français a gardé le silence. Le rapport est à l'étude et aucune conclusion d'ensemble n'est encore définitivement tirée. Il semble que le président Giscard d'Estaing ne veuille pas se prononcer publiquement avant de s'être entretenu avec ses partenaires, lors du Conseil européen de Luxembourg, les 11 et 12 avril. Le gouvernement français est donc prudent et ne veut pas s'attaquer sans précaution au travail du premier ministre belge. Il reste cependant que les critiques l'emportent chez ceux qui étudient le rapport.

Le reproche le plus fréquent qui lui est fait est d'avoir manqué d'une ligne directrice. Il s'agit d'un catalogue de suggestions diverses tendant plus à établir un vague équilibre entre les partisans de la « supranationalité » et ceux de l'« Europe des Etats », qu'à définir une construction cohérente. Loin de contribuer à l'efficacité, les formules imaginées, estime-t-on, de conduire à l'effacement de l'Europe.

Ainsi, dès le début, le rapport propose-t-il que les Neuf définissent une politique étrangère « commune » par le ralliement des « tendances minoritaires » aux « vues de la majorité ». A Paris, ce programme ambitieux paraît non seulement chimérique mais dangereux : l'alignement obligatoire sur les vues « majoritaires » conduirait l'Europe à adopter,

dans tous les cas où elle est divisée, des positions « moyennes », les plus neutres et les plus atténuées.

La concertation actuelle — pensent-ils — correspond mieux aux réalités européennes du moment. Tout en atténuant les divergences ou les oppositions trop marquées, elle laisse une liberté de manœuvre qui permet à certains de jouer le rôle de « locomotive » ou de se répartir les tâches. Ainsi des actions coordonnées de la France à Athènes et de l'Allemagne fédérale à Ankara ont contribué à renouer les pourparlers entre les communautés chypriotes.

Le point sur lequel les critiques françaises sont le plus vives a trait au pouvoir de décision, grande faiblesse de l'Europe des Neuf. Celui-ci réside en fait essentiellement dans le Conseil européen (« sommet » tripartite). Le Conseil européen, forme supérieure du conseil des ministres de la Communauté, s'inscrit en quelques mois d'existence, plusieurs succès importants à son actif (accord sur le fonds régional, « réconciliation » britannique, démarrage de la conférence Nord-Sud, amorces d'une politique énergétique). Comme le conseil des ministres, il travaille et doit travailler en accord avec la Commission, organe technique autonome, mais nommé par les gouvernements. L'exécutif ainsi constitué, fonctionnant d'une façon pragmatique, risquerait de se briser, et des conflits surgirait entre le Conseil et la Commission si celle-ci devait, comme le propose M. Tindemans, prendre un caractère plus politique et, notamment, recevoir l'investiture du Parlement européen.

D'une façon générale, c'est dans le renforcement du Conseil, non dans celui de la Commission, que l'on voit à Paris l'avenir européen plus ou moins formel. Déjà, le 4 février 1980, le général de Gaulle, arguant que la Communauté ne pouvait fonctionner par accord des plus « grands » avait suggéré à l'ambassadeur de Grande-Bretagne, Sir Christopher Soames, que son pays se prête, pour entrer dans la C.E.E., à la formation d'un « conseil » restreint avec la France, l'Allemagne fédérale et l'Italie.

MAURICE DELARUE

(Lire la suite page 4.)

## Au Guatemala un habitant sur cinq est sinistré

Guatemala (du correspondant de l'A.F.P.). — Le tremblement de terre au Guatemala du 4 février, jour du grand séisme, jusqu'à 9 heures, plus de six cents secousses ont été enregistrées. Si pourtant l'activité a repris, les dégâts sont limités : on déloge les rues et les routes, des banques et quelques magasins ont entamé leurs portes, les marchés traditionnels ont eu des spécimens cassés, les immeubles restés debout pour évaluer leur solidité.

Le 9 février, on avait dénombré 16 032 morts, 54 825 blessés et 800 000 sinistrés dans un pays qui compte environ 5 millions d'habitants. Un bilan sérieux de l'ampleur des dégâts, sur le plan économique, ne pourra être établi avant deux mois.

Le chiffre des morts ne tient compte que des corps enterrés après enregistrement par les autorités. Il faut donc y ajouter les disparus et les victimes inhumées sans formalité par leurs proches. En l'état actuel des données recueillies, les localités les plus touchées sont Chimaltenango (9 338 morts, 16 785 blessés), Guatemala (3 172 morts, 15 442 blessés), El Progreso (1 700 morts, 5 298 blessés) et Zacatepequez (1 248 morts, 8 993 blessés).

Ajora que, lundi, la situation s'améliorait à Guatemala, les corps médicamenteux de la capitale étaient dans une situation tragique et étaient le siège de scènes hallucinantes.

Le centre de neuropathologie a été totalement détruit, et six mille huit cents patients vivent depuis cinq jours dans les intempéries, sans nourriture et sans vêtements. Beaucoup de membres du personnel, tant médical que paramédical, par crainte des tremblements de terre, ne viennent pas à leur travail, et les malades meurent de faim et de froid. Au milieu des ruines, des malades, dans de courts moments de lucidité, hurlent leur terreur lorsqu'ils se rendent compte de leur situation. D'autres pleurent, jouent, rient ou même chantent comme des enfants. A demi-nus, certains d'entre eux se serrent les uns contre les autres pour se tenir chaud, d'autres cherchent des cartons ou des planches pour se protéger du froid de la nuit. Huit cents tuberculeux de l'hôpital Saint-Vincent se trouvent dans la même situation précaire : eux aussi survivent sans abri et sans nourriture. Quelques-uns défilent, couchés dans un petit bois où ils ont été installés après la destruction de leur hôpital.

ANDRÉS TIEMPO

(Lire la suite page 4.)

## Le « oui » à la Grèce de l'Europe

Le « oui » franc et massif que le conseil de la Communauté a donné le 9 février à la Grèce est un événement historique, a dit M. Carmanlis, la Communauté. Il est vrai, n'est pas ochie de tels événements. Historique pour la Grèce, désormais embarquée dans le navire européen, l'événement l'est plus encore pour la Communauté, dont il oriente l'avenir dans sens imprévisible.

La Grèce, qui est depuis 1962 associée à la Communauté, avait posé l'an dernier sa candidature comme membre à part entière, pour des raisons économiques et avec quelques arrière-pensées politiques : son adhésion forcifiera sa position vis-à-vis de la Turquie. Comme le veut le traité, la Commission a donné son avis : défavorable à une adhésion rapide, elle entendait imposer à la Grèce une période de « pré-adhésion ». Mais le conseil de la Communauté a décidé de passer outre : la candidature de la Grèce est déclarée recevable sans conditions, ainsi que le souhaitaient entre autres Paris et Bonn.

Comme la Grande-Bretagne, l'Irlande et le Danemark, la Grèce ne subira pas de mise à l'épreuve préalable, mais bénéficiera de périodes d'adaptation une fois entrée dans la Communauté. Certains pensent sans doute se rattraper en faisant traîner la négociation du traité d'adhésion.

Mais l'exemple du précédent « élargissement » montre que, lorsque la volonté politique existe, les négociations, à défaut de les résoudre, réussissent à écarter les problèmes techniques.

La décision du conseil est un camouflet pour la Commission. Au moment où, avec le rapport Tindemans, reprend la discussion des réformes institutionnelles, plusieurs gouvernements, et celui de Paris en particulier, ne sont pas mécontents de remettre à sa place « technique » un organe dont les « supranationaux » rêvent de faire le « gouvernement » de l'Europe.

Pour faire patienter la Grèce, la Commission avançait trois arguments : son retard économique, la persistance du conflit avec la Turquie et le danger d'« élargissements » successifs trop rapides pour la Communauté. Le premier argument n'était pas inattaquable : l'Irlande n'a pas un niveau de vie supérieur à la Grèce. Le second a fortement irrité les gouvernements : la Commission outrepassait son rôle, disant les plus mécontents, en prenant position sur des problèmes internationaux qui ne sont pas de son ressort.

Reste le troisième. La Communauté a été fondée par six Etats continentaux. L'adhésion de trois autres pays a déjà changé sa nature. Nul ne pouvait cependant

(Mardi 11 février)

مكتبة الزهر



# ASIE

## Chine

### M. Hua Kuo-feng, ministre de la sécurité devient chef, par intérim, du gouvernement

« Le Quotidien du peuple » dénonce des dirigeants « faussement repentis »

Un mois après la mort de Chou En-lai, M. Hua Kuo-feng, vice-premier ministre et ministre de la sécurité publique, vient d'être nommé premier ministre par intérim.

Cependant, la nomination de M. Hua Kuo-feng ne met pas fin à la période d'incertitude, voire de confusion, ouverte par la disparition de Chou En-lai. Même si la mission du nouveau premier ministre peut durer quelque temps, il ne s'agit que d'un intérim, il convient aussi de combler les trois places vacantes de vice-président du parti. Or une violente campagne est actuellement engagée contre les « déviationnistes de droite ». Elle vise, selon « le Quotidien du peuple » du 6 février, des

dirigeants qui « suivent actuellement la voie capitaliste », « éléments bourgeois » critiqués pendant les années 60, « faussement repentis » et toujours au pouvoir. M. Teng Hsiao-ping fait-il partie de ces éléments ? L'auteur de l'article demande en tout cas aux personnalités attaquées de rectifier « immédiatement » leurs erreurs sous peine de subir le sort de Liu Shao-chi, qui fut « sacré avec son quartier général bourgeois au cours de meetings de masse ».

C'est dans cette atmosphère apparemment assez pesante que Pékin a soudain annoncé, jeudi, qu'à partir du 21 février l'ancien président Nixon ferait en Chine une visite privée.

De notre correspondant

Pékin. — M. Hua Kuo-feng exerce les fonctions de premier ministre de la République populaire de Chine, laissées vacantes par la mort de Chou En-lai le 8 janvier. Cette information — qui n'avait pas encore fait l'objet d'une annonce officielle — a été confirmée samedi après-midi 7 février par les autorités chinoises, en réponse aux questions qui leur étaient posées au sujet des diverses rumeurs circulant à ce sujet à Pékin. Aucun détail complémentaire n'a pu être obtenu, en particulier sur les circonstances de la nomination de M. Hua Kuo-feng, ni sur son caractère définitif ou seulement provisoire.

En toute hypothèse, la désignation du nouveau chef de gouvernement — fût-elle seulement « en exercice » — constitue une surprise, puisque ces fonctions étaient exercées en fait depuis la mort de Chou En-lai par le vice-premier ministre, M. Teng Hsiao-ping. A première vue, la candidature de celui-ci a donc été écartée, et très vraisemblablement pour des raisons politiques. En l'absence de l'élément équilibrant que représentait Chou En-lai, sa nomination à la tête du conseil des affaires d'Etat a sans doute été jugée difficilement acceptable par les éléments actuellement dominants au sein du parti.

Ces derniers s'affirment en effet chaque jour résolus à défendre à tout prix l'héritage de la révolution culturelle. Héritage à l'égard duquel M. Teng Hsiao-ping est soupçonné de tiédeur : il fut gravement mis en cause à la fin des années 60 et condamné comme l'un des plus proches collaborateurs de l'ancien président de la République, M. Liu Shao-chi.

La nomination de M. Hua Kuo-feng représente cependant un effort de compromis. Il n'est pas en effet directement associé au « groupe de Changhaï », considéré comme l'élément politique le plus intrinsèque au sein du parti. Le choix en définitive paraît s'être porté sur un technicien, mais le moins compromis possible avec les écoles politiques chinoises condamnées depuis la révolution culturelle.

ALAIN JACOB.  
(Lundi 9 février.)

### TARIF DES ABONNEMENTS PAR AVION

(Les prix ci-dessous sont nets et ne peuvent en aucun cas être majorés.)

|   | 6 mois 1 an |
|---|-------------|
| Europe (y compris Turquie d'Asie, Afrique du Nord, Moyen-Orient, Israël, Liban, Libye, Égypte, Syrie, Jordanie, Irak, Arabie Saoudite, Oman, Yémen, Émirats Arabes Unis, Maldives, Malaisie, Singapour, Thaïlande, Timor, Nord-Vietnam, Australie, Nouvelle-Zélande, autres pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique) | 82 165      |
| Amérique (y compris Canada, Mexique, Caraïbes, Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay, Pérou, Bolivie, Chili, Émirats Arabes Unis, Maldives, Malaisie, Singapour, Thaïlande, Timor, Nord-Vietnam, Australie, Nouvelle-Zélande, autres pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique)   | 105 210     |
| Asie (y compris Japon, Corée, Chine, Indonésie, Malaisie, Singapour, Thaïlande, Timor, Nord-Vietnam, Australie, Nouvelle-Zélande, autres pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique)  | 122 244     |
| Autres pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique   | 175 350     |

Nous recommandons à nos abonnés résidents à l'étranger d'adresser des chèques bancaires libellés à notre ordre et adressés directement au journal « Le Monde ».

Nous leur serons reconnaissants, pour les renouvellements, de joindre à leur paiement la carte d'avis d'échéance.

# AMÉRIQUES

## MALGRÉ LA MONTÉE DES OPPOSITIONS

### Le général Pinochet paraît fermement installé à la tête de l'État chilien

De notre envoyé spécial

Santiago. — Les généraux chiliens sont inquiets et partagés. Sur ce point, les avis sont presque unanimes à Santiago. Ils sont inquiets du « coût social » de leur politique économique, de l'isolement de la junte sur le plan international, du rôle excessif de la police secrète, personnellement et politiquement, de la répression et du confinement du chômage. Mais à aucun moment, affirme-t-on avec la même unanimité, ces préoccupations n'ont pris la forme d'un ultimatum au président de la République, le général Pinochet. Non seulement ce dernier n'a pas été invité à se soumettre ou à se démettre, nous ont dit nos interlocuteurs, mais il reste fermement installé à la tête de l'État.

Comme dans beaucoup d'armées du monde, le général Pinochet, qui est aussi commandant en chef de l'armée de terre, la plus ancienne et la principale des trois armées, dispose d'un moyen efficace pour écarter ses concurrents ou ses adversaires potentiels : la règle de la « rotondité », qui affecte les officiers supérieurs. Il en a usé à la fin de l'année dernière pour éloigner le général Sergio Arellano Stark, chef d'Etat-major conjoint de la défense nationale, l'un des principaux artisans du « coup » du 11 septembre 1973. Le général Arellano, qui avait son franc-parler, a exprimé plusieurs fois son désaccord avec la ligne officielle. Il est admis aussi que sa sortie lui a valu une certaine sympathie, voire a suscité un mouvement de solidarité de la part de plusieurs de ses collègues. Mais comme il était l'un des sept généraux de division que compte l'armée chilienne, et que, chaque année, deux d'entre eux doivent quitter le rang, il a été aisé au général Pinochet de transformer le départ de son ancien compagnon d'armes et ami en une affaire purement professionnelle.

Dans la première quinzaine de janvier, d'autres rotations ont eu lieu, acceptées par les uns, refusées par les autres. Le vice-amiral Horacio Justinián, commandant la zone navale de Valparaíso, suivant l'exemple du général Arellano, a préféré à l'œil doré d'une ambassade le passage à la réserve, qui signifie, ici comme ailleurs, la perte de toute influence. Personne ne semble douter, à Santiago, de la capacité du général Pinochet à se faire obéir, à éloigner les têtes et à promouvoir ceux qui lui sont dévoués. Deux semaines après sa démission forcée, le général Arellano Stark donnait l'impression à l'interlocuteur étranger d'être un homme battu, soutenant les thèses officielles au nom de la « nécessaire unité des forces armées ».

Le général Pinochet dispose d'un autre atout, au dire de ses propres adversaires : son habileté manœuvrière. On l'a bien vu en décembre dernier, quand il a réussi à dénouer, au moins pour un temps, le conflit qui le mettait aux prises avec l'Eglise. La protection donnée par des prêtres à des militants du MIR traqués par la police, et certaines déclarations sans détour du secrétaire de la conférence épiscopale, Mgr Camus, avaient valu à l'Eglise une violente campagne de presse, visiblement orientée. La campagne a cessé quand l'archevêque de Santiago, le cardinal Raúl Silva Henríquez, le cardinal Raúl Silva Henríquez, qui jouit d'un grand prestige, a pris la défense des évêques et des prêtres accusés. Le chef de l'Etat, interlocuteur fréquent du cardinal,

a même fait un geste un peu plus que symbolique pour détendre ses relations avec l'épiscopat : il a concédé une « amnistie de Noël » à environ deux cents prisonniers politiques. Il est vrai que plus de la moitié des bénéficiaires avaient été arrêtés peu auparavant, et n'étaient détenus qu'à titre provisoire.

Autre concession tactique — cette fois-ci à l'opinion internationale : l'octroi de saul-conduits aux dirigeants du MIR Andres Pascal Allende et Nelson Gutiérrez, ainsi qu'à une vingtaine d'autres réfugiés politiques vivant dans des ambassades. Les milieux officiels affirment volontiers que la junte ne cédera pas à la pression de l'étranger et que le Chili, comme l'Espagne de Franco, restera impavide face au boycottage international.

Les principaux quotidiens de Santiago reproduisent textuellement les accusations lancées de l'extérieur contre le gouvernement militaire, pour mieux démontrer combien est « injuste » et « discriminatoire » la campagne touchant les pays. Mais cette raideur de surface ne parvient pas à dissimuler l'embarras croissant des militaires, qui nous a été confirmé par l'un d'entre eux, devant l'« encerclement » dont ils sont victimes. L'alarme a sonné quand les Américains se sont joints à la majorité des nations pour condamner le gouvernement chilien à l'ONU en raison des violations constantes des « droits de l'homme ». La défection des relations avec Washington n'est pas née par les milieux dirigeants eux-mêmes — qui nous ont dit être en bons termes avec le département d'Etat, mais — beaucoup moins qu'après le coup d'Etat du 11 septembre.

Ce qui menace le plus la junte, c'est la gravité de la crise économique. Le général Gustavo Leigh a été l'un des premiers à critiquer la thérapeutique appliquée par les docteurs en économie de l'équipe gouvernementale. Il l'a fait publiquement, en fin de compte, au cours d'une réunion avec des chefs d'entreprises. Des quatre membres de la junte, il est considéré comme le plus intelligent, le plus capable, donc, de mesurer les conséquences politiques dévastatrices d'un programme qui vise en priorité à lutter contre l'inflation et dont les résultats, en 1975, ont été patents : la production industrielle a baissé de 25 %, le taux de chômage a plus que doublé dans le grand Santiago (de près de 8 % il est passé à environ 17 % en un an), dans le même temps, la hausse des prix (officielle) a très peu diminué (345 % en 1975 contre 375 % en 1974). Le déficit de la balance des paiements est passé de 140 millions de dollars en 1974 à 240 millions de dollars l'an dernier. Pour expliquer ces piètres résultats, les auto-

#### Durcissement démocrate-chrétien

Pas dans l'immédiat, si l'on en croit les milieux d'affaires, les journalistes proches ou éloignés du pouvoir, les gens d'Eglise, toujours réalistes dans leur appréciation des rapports de forces. D'abord, nous dit-on, « il n'y a pas d'alternative ». Ensuite, les partis politiques « se sont divisés ». Enfin, les militaires — même si leur étoile a pâli — apparaissent encore, pour beaucoup, comme « ceux qui ont sauvé le pays de la peur et du chaos ». En tout cas, le général Leigh, le « penseur », le « doctrinaire » d'un régime sans doctrine, est rarement présenté comme l'homme capable de favoriser une évolution libérale du système. Ses préoccupations sociales ne l'empêchent pas d'être, politiquement, un « dur ».

Chez les démocrates-chrétiens, dont le parti a été mis en congé pour une période indéfinie, l'appréciation de la situation est différente. On admet que le général Pinochet, s'il a rencontré quelques résistances chez ses pairs, les a éliminées sur une base de « la peur et du chaos ». Mais sa victoire est présentée comme précaire. « Le régime est en train de perdre un à un ses soutiens. Les travailleurs du cuivre, les employés de banque, qui étaient ses partisans, s'opposent à sa politique économique. La récession et le chômage provoquent des remous qui ont leur écho chez les militaires. Washington ne pardonne pas à Santiago d'avoir refusé l'entrée de la commission de l'ONU sur les droits de l'homme, après s'être pratiquement engagé à l'accepter. Les Américains considèrent qu'ils ont été trahis. Ils ne pardonneront pas non plus au Chili, pays de longue tradition démocratique, de faire figure aujourd'hui de bandit international ». Il est vrai qu'au même moment un représentant démocrate annonçait au Congrès américain que Washington avait maintenu son aide militaire et économique au Chili, en dépit de

rités font principalement valoir la baisse des prix du cuivre (près de 40 % en un an), métal qui assure traditionnellement au Chili 70 % des rentrées de devises. Mais ces explications convainquent de moins en moins les milieux militaires, où l'on s'interroge sur le bien-fondé d'une politique au « coût social » si lourd.

Un tel « coût » provoque évidemment une érosion de l'appui que la junte avait rencontré, au départ, dans une partie de la population. Il a même suscité une levée de bouillottes chez certains des plus chauds partisans du régime. Ainsi M. Pablo Rodríguez, fondateur, en 1970, du mouvement Patrie et Liberté, d'inspiration corporatiste et phalangiste, l'un des activistes les plus remuants dans l'opposition au gouvernement Allende et l'un des inspirateurs du premier soulèvement armé, en juin 1973, contre l'Unité populaire, ne cache plus son désappointement.

« Ce gouvernement a commencé avec un large consensus populaire, nous a dit M. Pablo Rodríguez. Mais il risque de le perdre. Avec son programme économique, il ne peut que choisir la voie de la répression, de plus en plus de répression. Personnellement, je ne suis pas décidé à soutenir un régime à la Trujillo ou à la Batista. Nous savons tous très bien où cela mène... ».

Autre raison du malaise de l'armée : l'importance croissante prise par la police secrète, la DINA (Direction nationale du renseignement). Créée peu après le 11 septembre 1973, la DINA s'est spécialisée aux services traditionnels des trois armées. « Il a fallu improviser, nous dit un officier supérieur. La tâche pour nous était entièrement nouvelle. Nous avons commencé sans archives, sans professionnels de la lutte antiterroriste. S'il y a eu des bavures, elles sont dues à quelques centaines d'agents recrutés à la hâte qui n'avaient pas la qualification nécessaire. Mais nous avons maintenant des cours d'entraînement. Beaucoup vont se former à l'étranger... » De l'improvisation, la DINA en est venue rapidement à l'excès de pouvoir. Nombre de chefs militaires sont préoccupés, aujourd'hui, par cette super-police chargée — aussi — de les surveiller et qui s'est transformée en un instrument redoutable entre les mains du président.

Collégial au départ, le gouvernement militaire s'est peu à peu personnalisé. « Des quatre membres de la junte, Pinochet était celui qui s'identifiait le plus avec le Chilien ordinaire, nous dit un ancien dirigeant démocrate-chrétien. C'est ce qui explique son ascension. Mais le pouvoir n'est monté à sa tête, ce qui pourrait provoquer aussi son déclin... Le régime chilien n'a pas acquis la stabilité de son « modèle » brésilien, dont la permanence tient, en grande partie, à son caractère impersonnel. Cela signifie-t-il pour autant qu'il soit menacé ?

toutes les promesses, et que cette aide s'était chiffrée, en 1973, à 275 millions de dollars... ».

Unanime dans sa condamnation du régime, la démocratie chrétienne n'est pas moins sur ses méthodes pour en changer. Les dirigeants de l'« extérieur » souhaitent une alliance avec les partis de l'Unité populaire. Ceux de l'« intérieur » pensent, dans l'ensemble, qu'une telle alliance n'aurait — contre la démocratie chrétienne — un trop bas prétexte au général Pinochet pour dénoncer le caractère « revanchard » et contradictoire d'une collusion avec les « mandistes ». « Comment passer, au nom du retour à la démocratie, avec ceux dont la seule politique a consisté pendant trois ans à étaler pour occuper tout le pouvoir ? », nous dit un démocrate-chrétien.

La démocratie chrétienne prête donc à se méfier d'une évolution interne des forces armées. La tendance de ces dernières semaines serait plutôt au durcissement, malgré les concessions faites, ici et là, à l'Eglise et à l'opinion étrangère. La 11 décembre, en effet, a été adopté un décret-loi qui permet la suspension de tout journal ou station de radio dont les nouvelles peuvent « méconter » la population. En janvier la mesure a été appliquée à la station Radio-Présidente-Balmaceda, de la démocratie chrétienne, interdite sine die pour « campagne antipatriotique ». En janvier également une purge massive a été entreprise à l'Université du Chili, qui accueillait la moitié des étudiants du pays, et que les autorités veulent débarrasser de ses enseignants et fonctionnaires opposés au régime. Quant aux arrestations, elles continuent, essentiellement parmi les syndicalistes ouvriers et paysans, communistes comme gauchistes.

CHARLES VANHECKE.

(Vendredi 8 février.)

### Portrait Un technicien du gouvernement et un homme d'ordre

M. Hua Kuo-feng, qui est âgé de cinquante-quatre ans, se caractérise à la fois comme un technicien du gouvernement et comme un homme d'ordre. Nommé ministre de la sécurité publique en janvier 1975, il s'intéresse néanmoins de très près aux affaires économiques, et c'est à ce titre, notamment, qu'il a présenté, à l'automne dernier, le rapport le plus important devant la conférence nationale sur l'agriculture. A ce titre, il est probablement l'homme du gouvernement qui a suscité le plus clairement l'engouement dans la préparation du V<sup>e</sup> Plan de développement.

Il est originaire de la province du Hunan et, dès les premières années de sa carrière, au début des années 50, on le voit à la fois occuper des responsabilités dans l'organisation locale du parti et dans l'agriculture, notamment comme animateur des projets d'irrigation. De juillet 1958 à 1957, il est vice-gouverneur du Hunan et, en même temps, membre du comité provincial du parti où, à partir de septembre 1958, il est particulièrement chargé des questions économiques de la province. Toujours vice-gouverneur provincial, il devient l'un des secrétaires du comité hunanais du parti, en 1959. Il demeure spécialiste des travaux d'irrigation et il supervise notamment la réalisation de travaux dans ce domaine dans la région natale du président Mao Tse-tung, à Shaoshan.

M. Hua Kuo-feng est un personnage de l'establishment politique provincial lorsque commence la révolution culturelle en 1966. Il ne manifeste au début aucune sympathie apparente pour les gardes rouges et s'oppose même à leur activité. Cela lui vaut d'être assez sévèrement attaqué, pas assez gravement cependant pour que, lorsque les choses commencent à rentrer dans l'ordre, il ne puisse être nommé vice-président du comité révolutionnaire de la province

du Hunan, au mois d'avril 1968. C'est à cette époque que commence son ascension dans les organes centraux du régime. Le IX<sup>e</sup> congrès, en avril 1969, le nomme membre de son présidium et membre du comité central du parti. Il n'abandonne cependant pas sa province, où il devient président en exercice du comité révolutionnaire, en mai 1970, puis, lorsque le parti se réorganise, premier secrétaire du comité provincial du P.C. hunanais, en décembre de la même année. A partir de novembre 1971, M. Hua Kuo-feng réside essentiellement à Pékin, et c'est là qu'il s'occupe des affaires de sa province. Il paraît avoir traversé une période délicate pendant l'année 1970 et le début de 1971, à la suite de la nomination dans le Hunan d'un commissaire politique du district militaire provincial particulièrement proche de Lin Biao. De là date une opposition entre l'ancien maréchal et le nouveau premier ministre, qui semble avoir joué un rôle dans la suite de son ascension. En fait, M. Hua Kuo-feng élargit bientôt ses activités : après avoir brièvement exercé les fonctions de premier commissaire politique de l'importante région militaire de Canton (novembre 1972), le X<sup>e</sup> congrès le fait entrer comme membre de plein droit au bureau politique du parti. C'est en janvier 1975 que l'Assemblée nationale populaire, qui l'avait déjà nommé à son présidium, le charge du ministère de la sécurité publique.

M. Hua Kuo-feng donne l'impression d'un homme dans toute la vigueur de l'âge, bâti en force, les cheveux coupés en brousse, la poignée de main énergique ; c'est un administrateur que ses interlocuteurs étrangers ont généralement trouvé aussi ouvert à la conversation que remarquablement informé de sujets qui, à première vue, ne relevaient ni de ses spécialités dans l'ordre public ni de sa compétence pour l'agriculture. — A. J.

### Retraite pour les FRANÇAIS EXPATRIÉS

L'institution de retraites des cadres et assimilés de France et de l'étranger (IRCAFEX) CAISSE AGIRC n° 58 GROUPE CRE

4, rue du Colonel-Driant 75040 PARIS, CEDEX 01 Tél. 231-39-63 (poste 206)

a été désignée pour recevoir les adhésions individuelles des cadres français expatriés, au régime de retraites des cadres issu de la Convention collective nationale du 14 mars 1947.

L'IRCAFEX tient à la disposition des personnes intéressées la documentation et les pièces nécessaires à la constitution des dossiers.

### Le Monde

#### DOSSIERS

#### ET DOCUMENTS

LE NUMERO DE FÉVRIER

EST PARU

N° 28

Il comprend

dans la série « Société »

LA MONTAGNE

et dans la série « Économie »

LA SÉCURITÉ

SOCIALE :

QUI VA PAYER ?

Prix de vente, le numéro : 2 F.

Abonnement 1 an (12 numéros) : 24 F.

Sur demande, tarif dégressif pour abonnements groupés expédiés à une même adresse.







# PROCHE-ORIENT

Liban

## Dans la plaine de la Bekaa contrôlée par les Palestiniens

(Suite de la première page.)

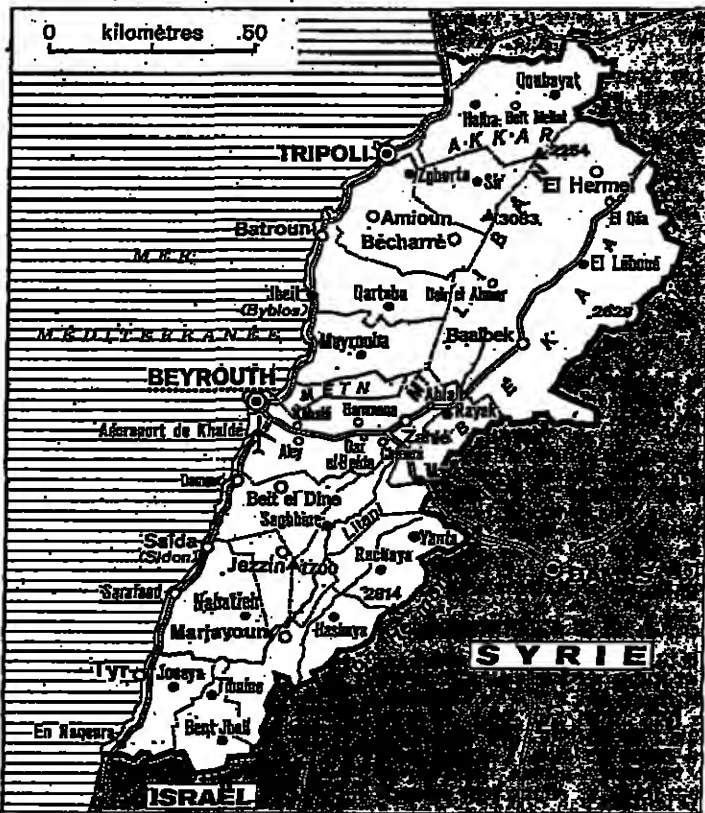
Dès le mois d'octobre, un important détachement de l'armée libanaise avait pris position aux abords de la ville. Il avait pour mission de s'interposer entre les deux factions. Mais sa présence devait au contraire provoquer une recrudescence des affrontements, plusieurs éléments, sous la conduite de leurs officiers, étant accusés de prendre activement le parti des combattants du Rassemblement.

Aujourd'hui, l'armée a presque disparu. Quelques militaires gardent l'entrée de Zahle, d'autres ont refusé vers le col de Dar-el-Beldi, qui commande la route de Beyrouth et l'accès au Mont Liban « chrétien ». Les garnisons d'Ablah et de Rayak, où se trouve la principale base aérienne du Liban, sont encerclées. Toute la plaine est contrôlée par les forces palestiniennes. Il s'agit d'une présence, à vrai dire, peu visible. Kalatchnikov en bandoulière, coté du kéffieh traditionnel, des fedayin gardent les routes, les entrepôts et les fermes les plus importantes. Les gros groupes sont cantonnés loin des routes.

Non loin de la carcasse d'un char libanais désarmé par une explosion, au milieu de l'immense brouillard qui s'est levé sur la plaine, des fedayin gardent les routes. Le chef de l'armée de libération palestinienne (A.L.P.) a installé un P.C. dans une maison d'un village de réfugiés palestiniens.

M. Abou Jihad, commandant des troupes de la branche militaire du Fath (A. Assifa), est venu assister à un « briefing ». Ce personnage, aux traits sévères, est considéré comme le numéro deux de l'organisation dirigée par M. Yasser Arafat.

« Nous avons été contraints de nous engager dans la bataille, déclare-t-il, car, dans les derniers jours du conflit, l'armée s'est rangée au côté des phalangistes pour, à partir de Zahle et de plusieurs points, nettoyer la Bekaa de tous les progressistes et Palestiniens. Nous connaissons ce plan et les officiers qui l'avaient mis au point. Nous ne pouvions pas



ne pas réagir, d'autant que ce plan faisait partie d'une offensive générale. On l'a vu dans la région de Beyrouth, où, subitement, notre camp de Druze et celui de l'Armée libanaise ont été attaqués.

En estimant que, en deux jours seulement, la riposte a été « très efficace », M. Abou Jihad laisse entendre que les « forces réactionnaires » ont été partout repoussées, à l'est de la Bekaa et au nord d'Akkar, au point que les zones qu'elles contrôlaient ont été presque réduites au seul « petit » Liban, à majorité chrétienne. Le dirigeant du Fath ajoute que, sur le plan strate-

ment militaire, l'effort des combattants progressistes et palestiniens pouvait difficilement être poursuivi. Il dira plus tard être convaincu que les phalangistes n'avaient cessé le combat que parce qu'ils ne pouvaient agir autrement.

Un commando du Fath s'est installé dans une ville inhabitée appartenant à un Koweïtien d'origine irakienne, qui possède un vaste domaine de plusieurs centaines d'hectares dans les environs de Chouf. « Voilà ce qu'on a fait de ce pays, s'empare un des fedayin, un pays d'accueil pour des milliardaires qui se font bâtir de luxueuses maisons où ils n'ont séjourné que deux fois pendant quelques heures, seulement en cinq ans. A côté, le gardien — un chrétien — ne gagne que 50 livres par mois. » (Une livre libanaise vaut 2 francs.)

Un camion, deux chars légers portant l'inscription « Armée libanaise arabe » : cette image témoigne d'un autre événement important qui a eu lieu dans la Bekaa. Cette nouvelle armée vient d'être créée par quelques libanais, sous-officiers et soldats qui, au cours des derniers combats, ont choisi de quitter « l'armée » pour se mettre aux côtés des forces progressistes. Ils ne sont que quelques centaines disposant d'une trentaine de blindés, de camions et de quelques pièces d'artillerie, mais ils sont la preuve la plus spectaculaire du démantèlement et des divisions d'une armée régulière dont les chefs sont accusés de participer au massacre de réfugiés chrétiens.

Devant la cour de la ferme qui lui sert de quartier général, le lieutenant Ahmed Khathib, cent-cinquante ans, se fait acclamer par les habitants du village voisin venus en délégation — leur cheikh et leur instituteur en tête — pour l'assurer de leur soutien dans son action. « Vive le Hezbollah », le plus spectaculaire événement se reproduit chaque jour avec un groupe différent. Cet homme voté à l'air réservé, peu loquace, est devenu en quelques jours un militaire libanais le plus connu.

« Nous avons décidé de rejoindre le Mouvement national, déclare-t-il, car nous ne voulons plus obéir à des ordres impossibles à exécuter. Nous demandons de prendre parti, avec nos armes, contre la majorité du peuple de ce pays. Il ne s'agit pas de religion, il y a des chrétiens parmi nous comme au sein du Front progressiste et de la résistance palestinienne. »

La « longue marche » du lieutenant Khathib a commencé le 20 décembre, lorsque, accusé d'avoir dénoncé l'attitude partisane du commandement, il a été muté de Zahle à Marjayoun, dans le Sud-Liban. C'est de cette position que, après avoir convaincu quelques dizaines de « camarades » de ne pas « résister passivement », mais « d'agir », il a remonté la vallée de la Bekaa, neutralisant les divers postes militaires qui se trouvaient sur son chemin. A chaque étape, les effectifs de ses troupes grossissent, et, le 10 janvier, il a fait sa jonction avec les forces de l'O.L.P. qui arrivaient de Syrie.

Quand on lui demande combien de soldats l'ont rejoint (cinq cents environ selon certaines estimations), il élude en déclarant, avec un sourire ironique : « L'ex-armée comptait quinze mille hommes, trois mille seulement aujourd'hui sont encore opérationnels. Par rapport au premier chiffre, le nôtre est dérisoire, mais, par rapport au second, il est considérable. »

ANDRÉS TIEMPO.  
(Mercredi 11 février.)

FRANCIS CORNU.  
(Mardi 10 février.)

# AFRIQUE

LA GUERRE CIVILE EN ANGOLA

## Le M.P.L.A. annonce la prise de Huambo capitale de ses adversaires

Tandis que le M.P.L.A., annonçant la prise de Huambo, anciennement Nova-Lisboa, fait état d'une victoire sur ses adversaires de l'UNITA qui pourrait être décisive, l'Union soviétique a émis, samedi 7 février, selon l'agence Tass, des propositions permettant un règlement négocié en Angola.

L'agence soviétique précise que « l'U.R.S.S. préconise un règlement à partir du retrait des troupes des interventionnistes sud-africains et des mercenaires, et par une alliance des vraies forces patriotiques qui veulent l'indépendance de l'Angola ».

Pour sa part, le gouvernement tanzanien a demandé au secrétaire de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) de reconnaître la République populaire d'Angola comme membre à part entière de l'organisation.

Selon la déclaration du ministre tanzanien des affaires étrangères, M. Ibrahim Kaduma, le secrétaire de l'O.U.A. doit prendre cette décision puisque vingt-cinq Etats de l'O.U.A. ont plus

de la moitié des membres de cette organisation, ont reconnu le régime de Luanda.

● A Johannesburg, le « Sunday Times » du 8 février assure qu'un affrontement se prépare aux frontières du Sud-Ouest africain, entre les forces cubaines et angolaises, d'une part, et les effectifs maintenus sur place par Pretoria, d'autre part. « Cet affrontement, écrit le journal, pourrait être le plus important de toute la guerre. » Le « Sunday Times » écrit, en outre, que M. Jonas Savimbi, président de l'UNITA, s'est rendu à Pretoria en décembre.

En Angola même, l'UNITA dénonce, dans un communiqué, la présence d'Algeriens dans les rangs de ses adversaires. Ils serviraient des hélicoptères disposés de lance-roquettes à Misamile, à une centaine de kilomètres au sud de Malanje. A Luanda, le président Neto a, dans un discours, condamné les « actes d'indiscipline de gens qui donnent l'impression de vouloir organiser un mouvement politique parallèle au M.P.L.A. ».

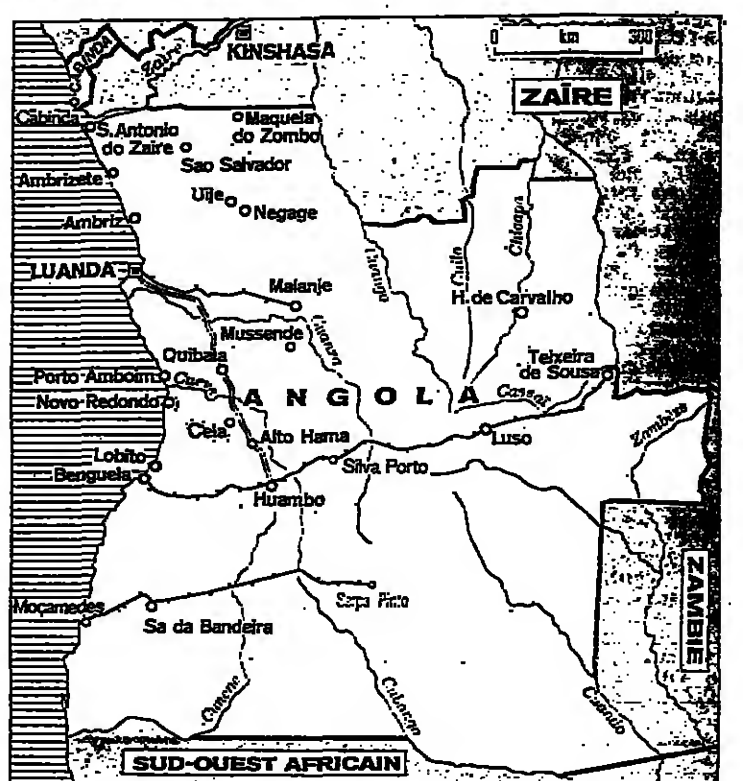
(A.F.P., U.P.I.)

Correspondance

qui s'est étendue ensuite à tout le Sud. Huambo était considéré comme le chef de M. Jonas Savimbi, le centre de l'éthnie Ovimbundu, au sein de laquelle il avait conquis sa popularité, au moins jusqu'à ce que pèse sur la ville la pression des troupes du

quinzième anniversaire du déclenchement de la lutte armée.

Les observateurs ont été surpris de voir Huambo tomber si vite. Pendant toute la semaine dernière, une grande quantité de matériel militaire, chars T 34 et T 55, engins blindés amphibies, artillerie anti-aérienne, a quitté le port de Luanda pour rejoindre le front sud. On signalait de même qu'une



M.P.L.A. et des Cubains. Le président de l'UNITA a alors décidé de transférer le siège de son mouvement à Silva Porto, 160 kilomètres plus à l'est. En outre, des groupes clandestins du M.P.L.A. semblent y avoir été très actifs depuis un mois. Huambo aurait ainsi été paralysé par une grève générale le 4 février, lors du

partie des forces armées du front Nord traversaient l'Angola pour rejoindre la région de Huambo. On pensait donc que le rassemblement et l'organisation de cette armée ne permettraient pas une attaque avant la fin de février, même s'il était établi que, depuis le début de la semaine du 2 février, les forces sud-africaines s'étaient retirées au sud du chemin de fer de Benguela.

Selon une source bien informée, la prise de Huambo ne se serait heurtée à aucune résistance. Les forces du M.P.L.A. et les Cubains n'auraient mis que quatre heures pour franchir les 50 km qui séparent Alto-Huambo, où les combats auraient été déchaînés, des faubourgs de Huambo. Le 7, à 19 heures, elles auraient fait parvenir un ultimatum aux forces de l'UNITA, leur enjoignant de se rendre, faute de quoi l'assaut serait donné quatre heures plus tard. Ne recevant aucune réponse, les forces de la République populaire ont entamé sans aucune difficulté dans Huambo. Les combattants de l'UNITA s'en étaient retirés ou auraient abandonné leur uniforme pour des vêtements civils.

Mais on ne possède pour le moment aucune information officielle sur les conditions de la chute de Huambo. On n'a pas jugé utile de recourir pour la circonstance au centre de presse de Luanda, fermé le dimanche 8 février. Le porte-parole de l'état-major est introuvable. Aucune personnalité de la République populaire n'a fait la moindre déclaration. De même, la population de Luanda n'a pas manifesté, de quelque façon que ce soit, à l'annonce de la nouvelle. Il faut dire qu'elle n'est absolument pas informée des batailles quotidiennes de ses forces armées. Depuis la proclamation de la République populaire, aucun journaliste n'a été autorisé à se rendre sur les champs de bataille. Les semaines dernières, le Conseil de la révolution décidait purement et simplement d'interdire à tous les journalistes les séjours sur le front, y compris pour suivre les visites qu'y font régulièrement les membres du gouvernement ou du bureau politique. On peut donc se demander ce que les autorités de la République populaire veulent cacher, surtout si, comme le répètent jour après jour tous les organes d'information nationaux : « Les glorieuses Forces armées de victoire en victoire. »

RENÉ LEFORT.  
(Mardi 10 février.)

MAURICE DELARUE.  
(Mardi 10 février.)

# CATASTROPHES

## Un cinquième de la population victime du sinistre

(Suite de la première page.)

Un foyer de vieillards avec deux cent soixante-dix pensionnaires a bien résisté, lui, aux secousses. Mais le manque de vivres et d'eau rend la situation de ceux-ci insupportable.

« Nous sommes en train de mourir »

En province, l'aide aux gros villages dévastés par centaines s'intensifie, la priorité étant donnée aux centres de plus de 1 000 habitants. Ainsi les villages isolés, perdus dans les montagnes, n'ont-ils pas encore reçu aucun secours et il est à craindre qu'ils ne les reçoivent jamais. Ce qui a poussé des centaines de membres de ces petites communautés rurales à abandonner leurs demeures et à essaimer le long des routes où ils se tiennent immobiles, face aux voitures qui passent avec des pancartes portant des inscriptions telles que : « Nous n'avons rien à manger », « Nous sommes en train de mourir », « Frères, aidez-nous ».

Les pertes économiques n'ont pu encore être évaluées, étant donné l'ampleur du désastre, et, selon les déclarations faites par les experts,

ce ne sera que dans deux mois ou plus que l'on pourra établir un bilan sérieux. Cependant, on peut déjà prévoir deux conséquences graves pour l'économie guatémaltèque, qui avait connu, depuis 1970, un taux d'expansion sans précédent : le premier concerne la balance des paiements de devises apportées par le tourisme, et la seconde, une diminution probable du quota de vente de café sur le marché international.

Grâce au café et au tourisme, le Guatemala avait pu terminer l'année 1975 avec un excédent de devises qui correspondait à plus de la moitié de celles qui possédait, à la même date, l'ensemble des autres pays d'Amérique centrale, et cela malgré la saignée provoquée par l'augmentation du prix du pétrole.

Les experts prévoient une baisse de la production de café cette année, ce qui pourrait porter un coup fatal à l'économie guatémaltèque et avoir des conséquences sur les cinq années à venir. L'accord international du café, signé il y a peu de temps, prévoit, en effet, que les pays producteurs obtiendront un quota d'exportation en rapport direct avec leur production de l'année. Au Guatemala, l'Association nationale du café (Anacafé) avait donc misé sur la production massive, incitant les propriétaires locaux à augmenter leur rendement afin de se voir adjuger un quota plus important. Cependant, ce n'est que dans six semaines environ que l'on saura si finalement le séisme a affecté sérieusement la culture du café ou non.

Il est beaucoup plus aisé de se rendre compte des pertes dues au cataclysme en ce qui concerne le tourisme. L'essor qu'il connaissait avant le drame avait permis un afflux de capitaux « fin » nationaux qu'étrangera dans le domaine de la construction hôtelière. Dans la capitale, des dizaines d'hôtels commencent à pousser et, ils se multiplient aux alentours, des sites archéologiques, telles les mines mayas de Tikal et le village de Chichicastenango, célèbres pour les rites tenues de paganismes de sa population indienne pourtant catholique. Selon les calculs des experts les plus optimistes, il faudra plus de cinq ans pour que l'industrie du tourisme se ranime de la catastrophe.

ANDRÉS TIEMPO.  
(Mercredi 11 février.)

FRANCIS CORNU.  
(Mardi 10 février.)

**Le Monde**  
WEEKLY ENGLISH  
SECTION

Nous remercions nos lecteurs qui la section hebdomadaire du monde en langue anglaise est mentionnée dans le Guardian Weekly et vendue par abonnement dans tous les pays.

EXTRAIT DU TARIF  
(abonnement d'un an)

Voie normale : 120 F

Voie aérienne : 138 F

● Europe, Malte, Gibraltar, Chypre, Moyen-Orient, 154 F

● Afrique du Nord, 154 F

● Afrique, Canada, Afrique, Ceylan, Hong Kong, Malaisie, Antilles : 158 F

● Extrême-Orient : 170 F

SERVICE DES ABOYONNEMENTS :  
15, rue de Valenciennes  
75011 Paris - Cedex 19  
C.C.P. 4207-23 Paris  
« Weekly English Section »  
« Le Monde »

سكندرية











سكنا من الالهل

## FRANCE

# Le P.C.F. a confirmé son évolution « à l'italienne »

Un congrès historique, a dit M. Georges Marchais, en clôturant les vingt-deuxièmes assises du P.C.F. qui ont siégé à Saint-Ouen du 4 au 8 février. Historique ? Le terme était à l'usage des militants, dont les congrès sont la fête, qui viennent pour s'admirer et s'applaudir, pour s'enorgueillir de la force et de la puissance de leur parti. C'est le lieu privilégié où, à intervalles réguliers, vient se réaffirmer cet « esprit de parti » que M. Jean Kanapa a exalté à la tribune et qui lui a permis de clore le débat engagé autour des questions de morale. En cela, un congrès communiste relève toujours de cette « grand-messe » si souvent décrite. Il s'apparente effectivement à une célébration.

Sans doute nécessaire à la cohésion du parti, il n'est pas dépourvu de richesses humaines, et les deux mille cinq cents personnes rassemblées samedi au Palais des sports de Saint-Ouen ont — congressistes, invités et journalistes mêlés — vécu un instant intense lorsque des immigrés sont venus saluer les délégués et que leur porte-parole s'est levé à la tribune, terrassé par l'émotion.

Mais un congrès communiste, ce n'est plus seulement cette célébration, si ce n'est pas encore un lieu d'élaboration politique. Dans le comportement même des délégués, le changement est visible. Ils sont plus détendus,

c'est-à-dire moins studieux, ils sont plus exigeants sur la qualité des débats, ils laissent parfois percer leur lassitude devant certains exposés trop classiquement descriptifs de l'activité communiste dans tel département ou telle entreprise. Ils cotoient volontiers à la buvette les journalistes, les invitent même à leur table lors des repas. Ils parlent de la politique de leur parti, y compris parfois pour relayer ce qui, à leurs yeux, constitue des insuffisances. Bref, l'évolution engagée depuis 1964 se poursuit et ne cesse de s'amplifier. Le XXII<sup>e</sup> congrès est bien plus une étape qu'un événement historique.

Le P.C.F. confirme son évolution « à l'italienne ». Plus nettement que jamais, il se fait un adepte du polycentrisme et commence à parler haut à son homologue soviétique. Plus nettement que jamais, il présente le passage au socialisme comme un processus continu de démocratisation et non comme une rupture de caractère révolutionnaire. Une autre option est-elle possible ? C'est peu probable. Il n'en reste pas moins que M. Georges Marchais a voulu cette stratégie et qu'il a tout fait pour la faire triompher. Pourtant, il y a un peu plus d'un an, en octobre 1974, lors du XXI<sup>e</sup> congrès, on avait pu se demander si les communistes français n'allaient pas quitter la voie que leur proposait obstinément leur secrétaire général. Celui-ci,

du même coup, avait paru chanceler, les tensions nées au sein du bureau politique compromettant son autorité.

Il ne reste, à l'évidence, plus rien de cette période. Non seulement la « voie démocratique » chère à M. Marchais triomphe, mais, qui plus est, l'emprise du secrétaire général sur le parti est renforcée du renouvellement. La promotion la plus spectaculaire est en effet, sans conteste, celle de M. Charles Fiterman. élu membre suppléant du comité central en 1972, lors du XXI<sup>e</sup> congrès, il réalise la promesse d'être cette année, d'un seul coup, promu titulaire au comité central, membre du bureau politique, membre du secrétariat. Or M. Fiterman est l'un des plus proches collaborateurs de M. Marchais, dont il fut le secrétaire particulier plusieurs années durant. L'autre nouveau membre du secrétariat, M. Jean Colpin, chargé jusqu'à présent de l'action du parti dans les entreprises, est, lui aussi, un adepte de la « voie démocratique ».

En dépit des promotions de MM. Gremetz et Lajoinie, deux aussi membres du comité central depuis 1972 seulement, le renouvellement des dirigeants est moins important que prévu. MM. Fajon et Vieugnot quittent le secrétariat et M. Frischmann abandonne le bureau politique. En revanche, M. Fajon en reste mem-

bre et M. Billoux siège toujours au comité central. Rempant avec un pan de doctrine du fait de l'abandon de la « dictature du prolétariat », les responsables du P.C.F. n'ont pas voulu multiplier les risques en paraissant mettre en même temps à la retraite les cadres les plus anciens. D'autant que, politiquement, cette rupture n'était pas nécessaire. Les vétérans acceptent l'« aggrégation », même si les justifications qu'ils avancent présentent parfois quelques nuances par rapport à celles que proposent les dirigeants d'aujourd'hui.

M. Georges Marchais est donc, au terme du XXII<sup>e</sup> congrès, le maître à nouveau incontesté. Il a fait ratifier la politique qu'il voulait. Déjà épaulé, depuis mai 1975, par l'entrée de M. Jean Kanapa au bureau politique, il est désormais entouré de l'équipe de ses vœux. Il sait donc qu'au soir des prochaines élections législatives son destin personnel sera, lui aussi, en jeu. Or bien le parti communiste a cédé à son pouvoir ou, au minimum, renforcera son influence au sein d'une gauche au sein de la majorité absolue, ou bien le parti socialiste affirmera ses progrès au détriment des communistes. Dans ce dernier cas, ceux qui viennent de triompher à Saint-Ouen se verront, sans doute, demander des explications.

(Mardi 10 février.)

## SUR L'ENTERREMENT D'UN DOGME

par ANDRÉ FONTAINE

Il convient de prendre les mots dans leur sens littéral. Dictature du prolétariat, dans l'esprit de Marx, ne signifie pas dictature d'un parti, mais d'une classe entière. Écoutons à ce propos Engels, dans le *Programme des réfugiés blanquistes*, texte qui date de 1874 et que M. Draper reproduit largement dans son article déjà cité : « Marx a dit aux blanquistes : oui, nous voulons la dictature à la fois hardie, énergique, pour soutenir la révolution, mais nous sommes contre ce que vous voulez comme dictature de la classe, c'est-à-dire du prolétariat et non du parti révolutionnaire. » Et de constater l'idée centrale de Blanqui qu'une révolution peut être faite « par l'action violente d'une petite minorité révolutionnaire ».

Mais comment, pratiquement, le prolétariat peut-il exercer la dictature ? C'est ce que se demande Marx qui a répondu à la question : « La dictature, écrit-il dans le *Manifeste du parti communiste* (1920), est exercée par le prolétariat organisé dans ses soviets que dirige le parti communiste bolchevique. » Comme, déjà, il avait pris le pouvoir trois ans plus tôt, grâce à une insurrection armée menée par un parti tout à fait minoritaire. Il s'exposait évidemment, en s'exprimant ainsi, au grief de Blanqui : ce dernier a été également adressé, l'été dernier, à son disciple portugais Álvaro Cunhal.

Pourtant, dans son ouvrage de 1968 sur les *Tâches immédiates du pouvoir des soviets*, Lénine demeure très proche de la notion marxiste, passablement utopiste, de la dictature du prolétariat : « Notre but, écrit-il, est de faire participer pratiquement tous les pauvres sans exception au gouvernement du pays (...), de faire remplir pratiquement les fonctions d'État par tous les travailleurs une fois qu'ils ont terminé leurs huit heures de tâches dans la production. » Il concède qu'il est « particulièrement difficile d'y arriver », mais assure que « la consolidation définitive du socialisme ».

Cette dictature est une dictature violente. Suivant la définition célèbre donnée dans le *Manifeste du parti communiste*, elle est « une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société... (dont la plus terrible est la force de l'habitude. » On est loin du programme commun.

Lénine restait également fidèle à la notion marxiste selon laquelle la dictature du prolétariat doit être temporaire, le temps de liquider définitivement l'impérialisme agonisant et la bourgeoisie à son service, laquelle devait être privée par définition de tout droit, notamment électoral. « Dans la question de la suppression de l'État, nous ne nous distinguons pas du tout des anarchistes », écrit-il dans l'*État et la Révolution* (1917). Comme les premiers chrétiens, il attendait le triomphe de ses idées pour un avenir proche : « Nous verrons la République internationale des soviets », s'écriait-il écrit au huitième congrès du parti bolchevique, en 1918.

Le capitalisme s'étant montré plus coriace qu'il ne s'y attendait, l'U.R.S.S. a dû coexister avec des États bourgeois, puis affronter l'épreuve de la guerre, en renvoyant à plus tard le passage

au communisme, système dans lequel, comme chacun sait, tout va « de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins ». Petit à petit, Staline aidant, la dictature du prolétariat s'est transformée en dictature sur le prolétariat d'une bureaucratie dont le Yngolavre Djalas n'est ni le premier ni le dernier à avoir constaté qu'elle présentait beaucoup des caractéristiques d'une « nouvelle classe ».

Malgré les transformations récentes de la société soviétique, il serait aventureux de dire que le pouvoir, dictatorial ou pas, y est directement aujourd'hui exercé par le prolétariat. Disons qu'il est exercé en son nom, le prolétariat lui-même bénéficiant d'une considération sans rapport avec ce qui se passe dans les pays non socialistes. Il reste qu'il n'a pas eu à donner son avis sur le remplacement de Boulganine par Khrouchtchev, ni sur celui de Khrouchtchev par M. Brejnev. Et que l'autogestion ouvrière, si elle est en honneur en Yougoslavie, demeure dans les pays du pacte de Varsovie une hérésie à combattre par tous les moyens.

L'autrichien Kautsky, « le renégat Kautsky », comme l'appellait Lénine, fut le premier à critiquer de manière cohérente l'appli-

cation de la dictature du prolétariat en 1920 la rupture entre socialistes sur l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale. Léon Blum lui-même se déclara partisan de la dictature du prolétariat, n'ayant pas dit, il est vrai, « ni du mot ni de la chose ». En revanche, le communiste italien Gramsci proposa bientôt de substituer au terme de dictature celui d'hégémonie, voulant montrer par là que la coercition n'est pas le seul instrument de la domination, et que celle-ci doit beaucoup à la prépondérance idéologique. D'où l'accent mis sur la nécessité de l'alliance du prolétariat et des intellectuels.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, Gottwald, président communiste du gouvernement de la Tchécoslovaquie bourgeoise, proposa de substituer à la dictature du prolétariat la « démocratie populaire ». A l'époque, il s'agit d'une notion intermédiaire entre la démocratie occidentale et le socialisme soviétique. La guerre froide mettra fin à l'expérience, mais le mot de démocratie populaire surviva, dans une acception évidemment différente de celle qu'il avait à l'origine.

Mais c'est Khrouchtchev qui, le premier, à Moscou, s'attaqua au dogme. Au vingt-deuxième congrès du P.C.U.S., en octobre 1961, il n'annonça pas seulement que le niveau de vie de l'U.R.S.S. allait bientôt surpasser celui de l'Occident. Il affirma, en s'inspirant de « calculs rigoureusement scientifiques » : « Or les calculs montrent que nous construirons la société communiste pour l'essentiel en vingt ans. » C'est-à-dire dans cinq ans d'aujourd'hui : on est loin de compte. A l'appui de sa certitude, « M. K. » constatait que le parti, « d'abord parti de la classe ouvrière, était devenu le parti du peuple tout entier ». De même, l'État soviétique était devenu « l'État du peuple entier ». D'où il concluait à la nécessité de supprimer la dictature du prolétariat : « Il est naturel, disait-il, que du jour où le socialisme a triomphé dans notre pays entièrement et définitivement, et où nous sommes entrés dans la période de construction en grand du communisme, les conditions qui avaient rendu nécessaire la dictature du prolétariat ont disparu. »

Cette annonce ne devait pas peu contribuer à provoquer la fureur des Chinois contre le « révisionnisme » soviétique. Dans sa lettre en vingt-cinq points du 14 juin 1963, le comité central du P.C.C. écrivait : « Puisqu'on y voit subsister (dans la société socialiste) des éléments des anciennes classes exploiteuses qui tentent de restaurer leur domination, que de nouveaux éléments bourgeois y apparaissent encore continuellement et qu'il y a encore des parasites, des spéculateurs, des faussaires, des voyous, des gens qui s'approprient des biens d'État, etc., comment peut-on dire alors qu'il n'y a plus de classes, plus de lutte de classes ? Comment peut-on dire alors que la dictature du prolétariat n'a plus sa raison d'être ? »

(...) Le marxisme-léninisme nous apprend que, outre la répression des classes adverses, la dictature du prolétariat doit encore avoir pour mission historique, au cours de l'édification socialiste, d'apporter une juste solution à la question des rapports entre la classe ouvrière et la paysannerie... »

Khrouchtchev ne contestait pas que la dictature du prolétariat ait été indispensable à la construction du socialisme. Il professait seulement que celle-ci, en U.R.S.S., était suffisamment avancée pour que la dictature ne fût plus nécessaire. En quoi il se situait tout à fait dans la ligne théorique de Marx et de Lénine. C'est bien ainsi que l'expliquait, en novembre 1961, Maurice Thorez devant la conférence mondiale communiste, qui, pour la première et la dernière fois, réunissait les représentants de quatre-vingt-un partis, avait déclaré, en réponse aux thèses des Chinois contre la théorie, déjà chère à certains P. C. d'Europe capitaliste, du passage pacifique au socialisme :

« Nous avons toujours pensé et dit que si la révolution peut emprunter des voies pacifiques, la révolution elle-même est indispensable. On ne saurait aller au socialisme sans la dictature du prolétariat. »

(Mercredi 4 février.)

### Le bureau politique

Dix-huit membres ont été réélus :

M. Gustave Ansart, Mme Mireille Bertrand, MM. Guy Besse, Jacques Chambat, Jean Colpin, Etienne Fajon, Guy Herminet, Jean Kanapa, Henri Krasucki, Paul Laurent, Roland Leroy, Georges Marchais, René Piquet, Gaston Plissonnier, Claude Popere, Georges Séguay, André Vieugnot et Mme Madeleine Vincent.

(M. Georges Frischmann, qui quitte le bureau politique, avait été élu pour la première fois à cette instance du P.C.F. en 1954. Il est secrétaire général de la Fédération G.C.Z. des P.T.T.)

Trois nouveaux membres :

M. Charles FITERMAN (49 ans, ingénieur, ancien ouvrier électricien, il a adhéré au P.C.F. en 1951. Responsable des Jeunes Communistes dans la Loire, il devient membre du secrétariat fédéral du P.C.F. dans ce département avant d'être nommé dans l'encadrement de l'école communiste en 1963. M. Fiterman est un collaborateur du comité central. Il a notamment assuré le secrétariat personnel de M. Georges Marchais, il avait été élu pour la première fois au comité central lors du vingtième congrès, en décembre 1972.)

M. Maxime GREMETZ (Né le 3 septembre 1940, à Canchy (Somme), il a adhéré au P.C.F. en 1958. Ouvrier spécialisé dans la métallurgie, il est devenu permanent du parti et assume la charge de secrétaire fédéral de la Somme depuis 1968. Il est conseiller général d'Amiens depuis 1970, et membre du comité central depuis 1972.)

M. André LAJOINIE (Agriculteur, 49 ans, de quarante-huit ans, il a adhéré au P.C.F. en 1948. Après avoir été membre du secrétariat fédéral de la Corrèze, il est, depuis 1963, l'un des permanents, responsable de la section agricole du comité central. Il a été élu à cette instance pour la première fois en 1972.)

Le secrétaire

Secrétaire général : M. Georges MARCHAIS.

Membres du secrétariat : 4 ont été réélus : MM. Paul Laurent, Roland Leroy, René Piquet et Gaston Plissonnier.

2 sont élus : MM. Jean Colpin et Charles Fiterman.

2 se retirent : MM. Etienne Fajon et André Vieugnot.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

NUMÉRO DE FÉVRIER

LE MYTHE DU DÉCLIN AMÉRICAIN

(James F. Petras)

VOYAGES AU PAYS DE LA CULTURE SAUVAGE

(Daniel Leconte)

GRÈCE : LA DÉMOCRATIE RESSUSCITÉE

(Reportage de Charles Zoragibet)

L'OFFENSIVE SUD-AFRICAINE

(Robert A. Manning)

LE NUMÉRO : 5 FRANCS

5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Publication mensuelle du Monde. (En vente partout)

du 5 au 11 février 1976

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

Page 7



# La Suède au masculin-féminin

## I. — LES PETITS PAS DES HOMMES

Stockholm. — Blonde ou brune, la Suédoise se dégage peu à peu des clichés galants qui ont cours à son propos dans l'Europe du Sud. Les mâles couteux venus de France ou d'Italie en quête d'aventures sans grande risque déchantent. Quelques anciens se souviennent avec nostalgie d'un temps où la Suède se résumait pour eux à quelques paroles faciles aux yeux couleur de ciel, à la peau satinée et accueillante. Maurice, par exemple, cuisinier français installé dans le centre d'Uppsala, où il régale depuis onze ans des Suédoises avides de steaks pommes frites, pense que les Suédoises ne sont pas celles que l'on croyait. Ce quadragénaire trapu, volubile, maître de Loudon, où il s'ennuyait femme, a le visage d'Eddie Constantine et ses manières.

Reconnaissons ce mâle chauviniste, venant d'ailleurs jeter des regards curieux sur la femme-objet de ses fantasmes : « Aujourd'hui, il y a plus de concurrence que lorsque j'ai débarqué ici. Elles font les fâchées, mais on en trouve. Mais il ne faut pas exagérer : c'est sur fait ces histoires de Suédoises. Je n'ai jamais trouvé une fille qui se couchait quand je lui disais de s'asseoir. » M. Maurice, peut-être, d'ailleurs, la maîtrise du conglomérat qu'il pense être. « C'est quand même du jol matériel, il n'y a rien à dire contre elles. Ah! ces cheveux blancs! Ah! ces visages comme de la porcelaine! »

Le « jol matériel », comme dit l'honorable correspondant à Uppsala de la gastronomie française, a aussi une âme et l'usage de la parole. On s'en est avisé depuis peu. Depuis dix ans, le champ social a été envahi par les femmes sorties des biberons et des ménages toujours recommandés. Le marché de l'emploi a subi leur poussée. Les partis politiques font mine de leur laisser quelques places et écoutent leurs revendications.

Développement rapide de la contraception, promotion sociale de quelques-unes, mise en place d'organismes gouvernementaux chargés de leurs problèmes, libération des mœurs, émergence d'un féminisme non agressif, large et permanent débat public : la Suède n'avait pas attendu l'Année de la femme pour s'intéresser à elle. Dans cette société citée en exemple aux autres, on a pu s'étonner de la permanence de

De notre envoyé spécial BRUNO FRAPPAT

l'inégalité entre les hommes et les femmes. C'est peut-être que les meilleures lois sociales ne peuvent rien contre la force des habitudes et de l'inconscient collectif. On ne décrète pas le socialisme à la maison et aucun Parlement ne règle les affaires des ménages.

C'est à une vaste entreprise de redéfinition des rôles masculin et féminin, dans la société comme dans le couple, qu'est aujourd'hui attelée la Suède. L'intérêt des expériences — encore limitées — qu'on peut y observer vient de ce qu'on ne s'est pas limité au champ social. La famille, à son tour, s'est mise à changer. A la suédoise, c'est-à-dire sans déchirements.

### « Une vague se lève »

Mme Olsson ne parle pas en l'air : sa fonction l'amène quotidiennement à rencontrer, à travers tout le pays, des groupes d'hommes et de femmes dont elle anime les discussions. « Une vague se lève, dit-elle, de jeunes gens qui veulent s'occuper de leurs enfants, de jeunes filles qui veulent d'abord travailler. La pression de ces jeunes est déjà considérable et ne fera qu'augmenter. » Ici comme ailleurs, c'est par une remise en cause du rôle féminin qu'on a commencé : « Aujourd'hui, on n'accepte plus le rôle uniquement féminin défini par la biologie. Deux raisons essentielles expliquent cette évolution : d'une part le contrôle, par les femmes, des méthodes de contraception, d'autre part le fait que la société a besoin des femmes dans la production. »

Cette prise de conscience, assez générale dans les pays industrialisés, a débouché depuis peu — et cela est plus original — sur une remise en cause du rôle traditionnel des hommes. « L'homme », dit encore Mme Olsson, qui n'était défini que par ses occupations sociales devait réviser ses émotions, la compréhension des autres. Pour être sûr de sa réussite, d'autre part, il faut que la société ait besoin des hommes dans la production. »

Bengt a trente-cinq ans. Haut fonctionnaire au ministère des affaires sociales, à Stockholm, bec d'oiseau, lunettes, visage pâle

et sérieux, il a connu il y a quelques mois son chemin de Damas. Heureux dans son métier comme dans sa famille, cet homme vivait en homme, sa femme vivait en femme. Il n'en est aujourd'hui qu'au début d'une remise en cause douloureuse dont il parle avec difficulté et une très grande pudeur. « Je me suis rendu compte que j'étais égoïste à mon vieux rôle d'homme. Lorsque je rentrais à la maison, le soir, les bras chargés de dossiers, j'embranchais mes deux enfants, puis je m'enfermais dans mon bureau pour travailler encore. Mon identité se résumait à mon travail. J'ai d'abord compris que ma femme, qui travaillait à mi-temps, avait aussi le droit de se développer. »

La prise de conscience de Bengt est trop récente pour avoir eu des conséquences spectaculaires. Mais l'image stéréotypée de l'homme lui colle déjà à la peau : « La frontière entre les deux vies est difficile à franchir. » Au bureau on n'a pas encore pu se débarrasser de son rôle d'homme, mais Bengt a une plus grande capacité que jadis de relativiser les petits drames professionnels, les conflits artificiels du milieu de travail. A la maison, en revanche, les changements sont déjà sensibles. Il rentre plus tôt le soir, il n'apporte plus de dossiers à la maison, il jette tous les soirs avec ses enfants, il a pris sa part des travaux du ménage. « Ma famille a bien réagi. On me sent désormais comme une personne vivante. Je ne réprime plus mes réactions. Le dialogue est possible. Avant je disais que je voulais bien aider ma femme. Aujourd'hui j'ai banni ce mot de mon vocabulaire. Je ne veux plus aider mais partager les responsabilités. »

### Aider ou partager

Bengt ne se considère pas comme un pionnier et n'exagère pas son mérite. « J'ai donné une nouvelle dimension à ma vie. Je me sens plus heureux avec ma femme depuis que je lui donne plus de temps. Maintenant je considère qu'il est plus important de se lever la nuit pour consoler des enfants qui pleurent que de rédiger des rapports. » Cet homme surprenant est-il exceptionnel ? Il ne le pense pas. Il souffre un peu de ne pouvoir échanger ses scrupules avec d'autres hommes : « Il est encore difficile de leur parler de tout cela. Il existe pourtant en Suède, depuis quelques mois, plusieurs groupes d'hommes qui se réunissent entre eux pour réfléchir à leur condition masculine, pour dénouer le vieil homme, stimulés en cela par les recherches et les revendications des groupes de femmes qui les ont précédés sur la voie d'une redéfinition des rôles. Mais la quête d'une nouvelle identité est

encore peu avouable : « Je suis seul avec mon processus », dit Bengt, faiblement en parlant. Cela marie de la faire avec des hommes et, toujours, j'ai cette réponse : « Oui, je ressens la même chose. Il faut faire à quelques chose. »

Les vieux rôles se lésardent dans les couples de manière insensible. Aucune tactique ne peut en rendre compte, aucune loi ne peut accélérer ce processus. Ce qui, en revanche, dépend de la collectivité et de l'organisation sociale, c'est la redéfinition des rôles dans le domaine du travail. A cet égard la Suède est en avance sur tous les autres pays. Il semble même qu'elle soit en avance sur les mentalités des Suédoises eux-mêmes. Il est vrai que dans ce pays la pression sociale n'est jamais intolérable, car le gouvernement a eu, en général, l'habileté de la précéder.

(Samedi 31 janvier.)

## LES LIMITES DU NON-MARIAGE

La famille reste, en Suède, la cellule de base de la société. L'évolution des mœurs n'a pas ramené en cause son existence, et le développement des communautés, tel qu'on le voit ailleurs, est resté marginal et limité. « Les communautés, surtout les chercheurs de l'Institut de sociologie de l'université d'Uppsala, sont des associations de familles nucléaires vivant sous le même toit. »

La famille a résisté aux siècles passés, elle résistera bien au nôtre, qui voit l'effritement de toutes les autres institutions. Les recherches des sociologues d'Uppsala confirment cette impression. Depuis 1974, ils ont lancé dans cette région une enquête très précise sur le mariage et le non-mariage. Il s'avère que la contestation du mariage — phénomène universel dans les pays développés — est limitée à la contestation de la procédure, mais que le résultat du non-mariage est le même que celui du mariage : la création d'un couple et d'une famille. Cent couples mariés et cent couples non mariés ont été interrogés. Une première observation a frappé les enquêteurs : tous les couples mariés, sans exception, avaient cohabité avant leur mariage. La plupart

se sont finalement mariés pour des raisons pratiques plus que pour des raisons de principe, même si 69 % l'ont fait religieusement.

La cohabitation avant le mariage a connu en Suède une progression toudroyante. En 1969, 6,5 % des couples n'étaient pas mariés. En 1972, ils étaient 12 % et 18 % en 1974. Parallèlement le nombre des mariages a considérablement diminué : de 81 000 en 1969 à 37 500 en 1973. La législation a dû s'adapter et, dès 1976, les différences juridiques — du point de vue de la fiscalité ou de la responsabilité parentale — entre couples mariés et non mariés vont être supprimées. Limitée, au début, aux milieux étudiants et intellectuels, la cohabitation pré-maritale s'est répandue comme une traînée de poudre dans toutes les couches de la société.

La situation est telle, commente une sociologue d'Uppsala, que « cohabite » depuis six ans avec son « fiancé », aujourd'hui, on ne demande plus aux gens pourquoi ils ne se marient pas, mais pourquoi ils se marient. « Mes parents, si j'en ai, étaient d'abord choqués. Aujourd'hui, ils seraient les premiers surpris si je leur annonçais mon mariage. »

### « Pour rien au monde »

Qu'un couple marié ressemble à s'y méprendre à un couple non marié la preuve en est le fait que, dans l'enquête menée à Uppsala, plus de deux tiers des couples non mariés avaient des enfants, trois couples sur cent en ayant deux ou plus. Les raisons avancées pour ne pas se marier sont diverses mais peu élaborées : cela paraît naturel et ne pas poser de question. La remise en cause de l'institution est fort limitée : quarante-deux personnes seulement sur deux cents déclarent qu'elles ne se marieraient pour rien au monde. La pression des familles faiblit d'année en année tandis que la société se fait tolérante : il n'y a pas plus — ni moins — de problèmes pour trouver un appartement pour un couple non marié que pour un couple marié.

Parallèlement à ce flou institutionnel qui rend indistincte la frontière entre concubinage et état marital, le nombre des divorces s'est accru de manière spectaculaire : 54,6 pour 10 000 mariages en 1966, 85 en 1973, 130 en 1974. Les éléments composant un couple changent donc plus aisément, mais cela ne signifie en rien que le couple — comme modèle — disparaît, au contraire. Changer de partenaire, n'est-ce pas tenter d'améliorer le couple ?

Avec le pré-mariage, la famille s'expérimente mieux. La valeur de l'engagement à long terme n'en est que plus grande. Depuis qu'a été lancée l'enquête d'Uppsala, dix couples non mariés se sont mariés...

(Samedi 31 janvier.)

## II. — « DES FEMMES PARTOUT ! »

Des hommes dans des crèches ? Pourquoi pas des femmes maitresses nageuses ou pilotes de Boeing ? Rien n'interdit, en Suède, à un homme de voter son activité professionnelle aux tout-petits, et l'on a compté, l'an dernier, cent quarante et un hommes dans le syndicat des institutrices d'écoles maternelles, qui compte quinze mille membres. L'expérience, lancée il y a peu à été couronnée de succès : aux richesses des hommes, à la médiation des femmes a succédé un réel enthousiasme. Les instituteurs de jardins d'enfants sont, ici, en passe de devenir des héros de la lutte pour la redéfinition des rôles masculin et féminin. Rien ne devrait arrêter ce mouvement : 10 % des jardinières d'enfants en formation l'an dernier étaient des hommes. « Seuls les vieux y trouvent à redire, constate une institutrice, mais ce n'est pas grave : ils n'ont pas d'enfants en âge d'aller à la crèche ! »

Carl est l'un de ces hommes. La trentaine, le cheveu en bataille, barbu, bleu-jean et polo

blanc, il vient d'abandonner un métier très masculin : mécanicien automobile. Depuis quelques mois, il officie — avec quatre autres hommes — dans un ancien magasin de chaussures — dans la crèche pilote de Kronobergsparken, un quartier de l'est de Stockholm.

« Plus jeune, dit Carl, je ne m'occupais pas des enfants. Puis j'ai eu des problèmes avec mon rôle d'homme. Je me suis rendu compte que tous les problèmes qu'on peut avoir, adulte, viennent de l'enfance. Quand j'étais chef d'atelier, mes parents étaient très fiers de moi. Aujourd'hui, ils considèrent que je fais un métier féminin. D'ailleurs je gagne — pour l'instant — moins bien ma vie. » La présence des hommes dans les crèches a été systématiquement encouragée par les pouvoirs publics, qui se félicitent aussi de constater que les hommes en activité sont des hommes et que 10 % des élèves en formation dans les écoles d'instituteurs sont des garçons.

### Des jeunes gens « bizarres »

Passé — la première surprise, la présence des hommes a été plus qu'admise, elle a suscité l'adhésion passionnée des parents d'enfants inscrits à la crèche de Kronobergsparken. Dans cette institution bien équipée, dotée d'un parc de jeux bien installé, les parents sont étroitement associés à la vie de la collectivité. Ils peuvent venir — et ils viennent — à tour de rôle prêter main-forte aux éducateurs. Dans ce milieu de vie ouvert aux enfants de six mois à sept ans, de 6 h. 30 à 18 h. 30, pourquoi faudrait-il ne présenter aux bambins que des modèles féminins ? En vertu de quels principes mal justifiés ?

Pour les mères célibataires — leurs enfants sont prioritaires dans les crèches suédoises, où le nombre de places est très insuffisant (1), — l'avantage de la présence des hommes est évident. « Pour moi, dit l'une d'elles, cette présence est indispensable. Pourquoi nos enfants ne vivraient-ils

qu'avec des femmes ? Ils ont besoin d'hommes, je le reconnais, mais comme je ne veux me marier à aucun prix... » Les préjugés ont pourtant la vie dure. Bien des parents suédois trouvent « bizarres » que des jeunes hommes chassent le mélior qui, à leur tour, n'est pas prestigieux. « Certains, précise une collègue de Carl, se demandent et ce ne sont pas des garçons un peu spéciaux, des homosexuels, et si tout tourne rond chez eux. » Mais le résultat est là : jamais, depuis que des hommes y travaillent, la crèche de Kronobergsparken n'avait enregistré autant de demandes d'inscription pour de jeunes enfants. Alors des bambins qui ne voient jamais leur père toucher à la valisette constatent-ils, à la

(1) Le nombre de places dans les crèches est actuellement de soixante mille alors que trois cent vingt-cinq mille jeunes enfants seraient en âge d'y être accueillis. Le gouvernement espère ouvrir, en cinq ans, cent mille places supplémentaires.

crèche, que des hommes ne refusent pas de se salir ainsi les mains.

Si le sexisme peut être réduit, c'est dans la prime enfance qu'il faut commencer à lutter contre lui, et le développement de la mixité du personnel des crèches peut avoir, à terme, un retentissement qu'il est encore malaisé

### Une politique volontariste

Communistes, assurément, les autorités suédoises ne le sont pas. Pourtant, elles encouragent la mixité des métiers traditionnellement masculins et féminins. D'une certaine manière, elles ont précédé l'évolution des mentalités en mettant au point une législation assez volontariste, qui ne se borne pas à sanctionner un état de fait mais cherche à lancer un mouvement. « Des femmes partout ! » ce pourrait être la résumé lapidaire de la politique suédoise en la matière.

Créée en décembre 1972 — bien avant l'Année de la femme et le secrétariat d'Etat français à la condition féminine — la Délégation à l'égalité des hommes et des femmes a joué auprès du premier ministre un rôle essentiel d'impulsion et de coordination dans le domaine de l'action publique pour la transformation des rôles sociaux des hommes et des femmes. Elle a suggéré plusieurs mesures qui ont plus ou moins porté. « Depuis 1974, ces nouveaux fonctionnaires de l'Agence pour l'emploi ont été recrutés avec pour mission principale de s'occuper des problèmes féminins. Si leur action a parfois été décevante, elle n'est peut-être pas étrangère au fait qu'en Suède — où l'on ne compte que 1,5 % de demandeurs d'emploi — le chômage ne frappe, désormais, pas plus les femmes que les hommes. » Pour la première fois, constate M. Carl Lidbom, ministre du commerce, le chômage touche également les deux sexes. Cette fois, les femmes n'acceptent plus d'être considérées comme une réserve de main-d'œuvre. C'est, selon moi, le signe principal de l'évolution de

de deviner, mais qui ne sera pas négligeable. « On n'en est qu'au début, dit-on à la crèche de Kronobergsparken, mais il n'y aura pas de retour en arrière. » On ne cédera pas, en tout cas, à l'intimidation de ceux qui disent on écrit que, dans les crèches, c'est communistes et compagnie. »

La délégation pour l'égalité a, d'autre part, été à l'origine d'une tentative d'introduction de la mixité dans les entreprises « monosexuelles » pour leur recrutement. Les employeurs d'entreprises traditionnellement masculines touchent une prime lorsqu'ils emploient des femmes pour des fonctions « masculines ». Au cours de l'exercice 1974-1975, le gouvernement a ainsi versé la somme de 2,9 millions de K.R. (somme correspondant à l'emploi de cinq cent soixante-trois personnes, fut plus rare : on a signalé un seul homme qui ait été ainsi « subventionné » pour avoir occupé un emploi de secrétaire.

Dans le sud de la Suède, dans le comté de Kristianstad, le gouvernement a entrepris une campagne, couronnée de succès, pour convaincre des femmes de travailler dans l'industrie lourde. D'autre part, le gouvernement contrôle des subventions de décentralisation aux entreprises qui n'emploient pas plus de 60 % de personnes du même sexe. Au total, pour 1974, on a calculé que douze mille Suédoises étaient employées dans des métiers traditionnellement masculins : dix mille étaient entrées sur le marché du travail après 1969, ce qui montre le caractère récent de cette évolution. Il s'agit encore, on le voit, d'une goutte d'eau dans la mer. La mixité totale des professions n'est pas pour demain, car l'orientation sociale en 1975, maintenait fermement la division traditionnelle

du travail après l'école de base : secteur santé, 96 % de filles, secteur social 76 %, technique 5 %, sciences de la nature 39 % et humanités 80 %.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1971, le congé de maternité — qui dure sept mois — peut être partagé entre le mari et la femme. Beaucoup d'hommes ont jugé l'expérience « intéressante », mais les obstacles, principalement psychologiques et professionnels, ont été assez nombreux pour que peu d'entre eux aient bénéficié de cette facilité nouvelle. En 1974, on estime à 2 % la proportion de pères qui ont profité — même brièvement — de cette formule. Ils ont été recrutés principalement dans les milieux intellectuels, les cadres et les ouvriers manifestant un intérêt de principe à préférer s'en tenir à la tradition, par souci de leur carrière pour les uns, par peur du ridicule pour les autres. Le mouvement paraît pourtant bien engagé : on estime que, pour 1975, environ 6 % des nouveaux pères

auront partagé avec leur épouse un congé qu'on ne peut plus appeler « de maternité ». Bien plus : les pères ont tendance à augmenter la durée de ce congé. Elle était, en moyenne, de 28,2 jours en 1974 et de 33 jours en 1975. On prévoit, mais à long terme, l'époque où mari et femme se disputent un congé dont chacun voudrait bénéficier le plus longtemps possible !

Dans le même ordre d'idées, le gouvernement suédois avait institué, en 1974, un congé de maladie accordé indistinctement dans la limite de dix jours, à l'un ou l'autre membre du couple en cas de maladie d'un enfant. 35 % des personnes qui ont usé de ce droit, la première année, étaient des hommes. On estime que nombre de maris ont cédé à la pression de leur femme pour qu'il n'y ait aucune raison — et il n'y en a aucune en effet — pour que la femme, plus que l'homme, sacrifie momentanément son activité professionnelle pour garder les enfants du couple.

### Le nez à la fenêtre

L'afflux des femmes suédoises sur le marché du travail est récent. Alors que, en 1930, 10 % des femmes suédoises travaillaient, elles n'étaient encore que 15 % en 1960. On estime, aujourd'hui, que plus d'une femme mariée sur deux travaille en dehors de la maison, à plein temps ou non. C'est sans doute, avec l'évolution de la morale privée la raison essentielle d'une redistribution des rôles entre hommes et femmes. Entrées par la petite porte dans la vie économique du pays, les femmes suédoises n'ont pas encore investi les sphères dirigeantes, et dans les partis, les syndicats, les entreprises ce sont encore les hommes qui décident pour tout le monde. « Quand on s'adresse au patronat ou aux syndicats pour des consultations, même s'il s'agit de traiter des problèmes plus spécialement féminins ! Nous rendons bientôt obligatoire la présence des

femmes dans ces consultations. » La Suède, on le voit, est engagée dans un processus volontariste qui ne fait que débiter. Les tendances au retour en arrière ne sont pas absentes, même si on n'ose pas trop les défendre ouvertement. L'institution d'un « salaire maternité » qui apparaît comme une proposition sociale avancée vise, en fait, dans l'esprit des conservateurs qui la proposent, à freiner l'évolution actuelle, à dissuader les femmes — prime à l'appui — de quitter leur logis et leurs balais. Mais il est bien tard pour avoir mis le nez à la fenêtre, les femmes suédoises se sont rendues compte qu'elles pouvaient aussi s'épanouir à l'extérieur. Et qu'il fallait leur faire une petite place. Quitte, pour les hommes, à se serrer un peu. C'est ce que beaucoup d'entre eux ont commencé de faire.

FIN

(Lundi 2 février.)

سكندرية



صحة الإنسان

# MÉDECINE

## Des vaccins contre les parasites ?

Il n'existe actuellement aucun vaccin efficace contre quelque parasite humain que ce soit. Or l'ampleur des endémies parasitaires, tant chez l'homme — surtout dans les pays en voie de développement — que chez l'animal, et notamment l'animal d'élevage, mérite que l'on s'interroge sur un moyen radical et peu coûteux, ce fléau aux mille et une facettes qui répond à des critères biologiques communs.

Le fait qu'un homme sur trois dans le monde soit parasité, la recrudescence des parasites liés à la multiplication des déplacements et aux brassages de population (travailleurs migrants, tourisme, affaires multinationales) et plus récemment l'échec retentissant de la lutte contre le paludisme (plus de cent millions de personnes exposées) par les voies chimiques justifient que l'on s'intéresse enfin sérieusement, dans le cadre des progrès de l'immunologie, à la mise au point de vaccins contre les parasites. Ce qui paraissait chimérique voici quelques années, apparaît désormais possible et ouvre une voie de lutte sans précédent contre l'un des fléaux socio-économiques mondiaux les plus considérables.

Pendant des décennies, les maladies parasitaires n'ont pas rencontré d'intérêt majeur dans les populations occidentales que le développement industriel et l'amélioration de l'hygiène avaient peu à peu libérées de ces affections, et les crédits alloués à ce type de recherche s'en sont allongés et cruellement ressentis.

L'engouement récent pour les voyages d'affaires ou de loisirs vers les tropiques et sans nul doute le fait que les pays pétroliers soient fortement touchés par ces affections ont modifié considérablement les données des problèmes. Aujourd'hui, l'immunologie parasitaire est riche d'espérances dans plusieurs pays dotés d'équipes de recherches très compétentes, dont le nôtre. En France, le cheikh Zaid, au nom des émirats arabes, a remis l'an dernier à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) un chèque de 5 millions de francs, dont la plus large part sera consacrée à une action thématique programmée sur l'immunologie des affections parasitaires dont on mesurera ci-dessous l'importance. L'ouverture, en décembre dernier à l'Institut Pasteur de Lille, de 1700 m<sup>2</sup> de nouveaux bâtiments exclusivement consacrés à ces problèmes montre également l'intérêt que l'on peut trouver à la prévention, à la thérapeutique et aussi pour la biologie fondamentale à l'étude, sur le plan immunologique, des relations de défense exceptionnelles et très élaborées, du point de vue de l'évolution, qui unissent pour le meilleur et pour le pire un hôte et son parasite.

(Mercredi 4 février.)

## Déjouer la supercherie immunologique

par MARTINE ALLAIN-REGNAULT

Pour comprendre toute la complexité et la subtilité des relations qui unissent un hôte à son parasite, il faut au préalable rappeler quelques règles élémentaires de la biologie et de l'immunologie, au vu desquelles se posent immédiatement un certain nombre de problèmes que la recherche auroit pour mission de résoudre.

Premièrement, un organisme supérieur dispose d'un système immunitaire élaboré qui lui permet de distinguer en toutes circonstances le « soi » et le « non-soi » et de rejeter tout ce qui ne porte pas le label de conformité, c'est-à-dire son antigène spécifique. L'antigène est une molécule protéique qui, telle une marque cousue sur des vêtements, permet biochimiquement la reconnaissance du soi. Toute intrusion dans l'organisme d'un élément qui porte cette marque individuelle, cet antigène, est acceptée. Mais tout intrus qui porte un antigène différent est immédiatement combattu par des cellules spécialisées agissant seules ou en présence d'anticorps portés

sur la membrane de cellules spécialisées.

A l'exception des tolérances particulières pour le fœtus, qui n'est que pour moitié conforme à l'antigénicité de sa mère, et pour certains cancers dont les antigènes sont peu différents de ceux de l'organisme qui les abrite, tous les corps et substances étrangers porteurs d'antigènes différents sont systématiquement combattus par la mobilisation de macrophages et de lymphocytes et la sécrétion d'anticorps spécifiques.

A ce jeu immunologique sans pitié, il y a toujours au bout du compte un gagnant et un perdant. Soit, après une lutte épuisée, la maladie, l'hôte gagne et l'intrus est rejeté, soit l'hôte perd et est sa condamnation à mort.

Deuxièmement, un parasite ne peut vivre sans son hôte. La disparition de l'hôte signe la mort du parasite, l'interruption de son cycle de vie.

viendrons. La plupart des œufs produits durant cette période par les parasites femelles restent enfermés dans les tissus, mais certains s'échappent à travers la paroi intestinale ou celle de la vessie, et sont évacués dans l'urine ou les excréments.

Lorsque les œufs parviennent à l'eau libre, ils éclosent, et les larves aquatiques ou miracidies, doivent rapidement trouver un vecteur, un mollusque aquatique ou amphibie approprié dans l'organisme duquel elles se multiplient pour former des milliers de larves de deuxième génération, les cercaires.

Lorsqu'elles quittent leur hôte intermédiaire, les cercaires se déplacent dans l'eau en quête de leur hôte définitif qui est l'homme. Lorsqu'elles l'ont rencontré, elles pénètrent dans son organisme à travers la peau et se transforment en schistosomes, poursuivant ainsi le cycle biologique, en rendant l'homme amoindri, malade certes, mais sans le tuer. L'hôte supporte, en effet, pendant une très longue durée le schistosome, et le parasite ne peut vivre sans son hôte.

C'est cette tolérance d'un être biologique différent qui a intrigué de nombreux chercheurs en immunologie, parmi lesquels, au tout premier rang, André Capron et Ron Smithers. Ils ont tenté avec succès, semble-t-il, de découvrir le mécanisme d'adaptation qui permet au schistosome d'être accepté immunologiquement par son hôte. Remarquable adaptation de l'évolution, il semble que ce parasite qui, rappellez-le, possède des antigènes différents de ceux de son hôte, se conduit comme le loup qui veut entrer dans une bergerie en se couvrant d'une peau de mouton. En effet, l'animal adulte, la biochimie l'a prouvé, se recouvre à sa surface, en plus de ses antigènes, d'une couche d'antigènes provenant de son hôte, et c'est ce stratagème de mimétisme moléculaire qui permet à

l'hôte de supporter son parasite. En réalité, le parasite excrète des antigènes qui lui sont propres, et les cellules de l'hôte, qui sont capables aussi, et l'hôte, c'est l'organisme humain, excrète, conformément à son programme immunologique, des anticorps contre ces antigènes « libres » métaboliques, empêchant ainsi d'autres parasites de surinfecter l'organisme.

En quelque sorte, par cette supercherie, le parasite mène l'hôte dont il a un absolu besoin. D'un côté, en masquant ses antigènes de surface par ceux de l'hôte, il se fait reconnaître et respecter par lui ; d'un autre côté, en libérant impunément quelques antigènes circulants, il entraîne chez l'hôte un petit niveau de défense, une sécrétion d'anticorps sans danger direct pour lui, mais qui empêche une invasion massive d'autres parasites de la même espèce, de façon à ne pas tuer celui qui le fait vivre. Les derniers progrès de la biologie moléculaire permettent maintenant de rechercher l'origine de cette supercherie. Et on a tout lieu de penser avec le professeur Capron, dans le cas du schistosome, que le parasite possède une machinerie qui lui permet de synthétiser lui-même des copies protéiques des antigènes de l'hôte. Un peu comme une planche à fabriquer de faux billets de banque. Nanti de cette fausse monnaie très ressemblante, le parasite peut bernier le banquier avec lequel il dialogue et négocie.

Ces découvertes sont des plus intéressantes pour deux raisons : tout d'abord dans un but de lutte contre la schistosomiase. Il semble, en effet, que, durant trois ou quatre jours, la larve pré-adulte, lorsqu'elle pénètre dans l'organisme humain, est encore vulnérable. A ce stade, pendant lequel l'organisme se défend en sécrétant des anticorps contre le parasite, ce qui prend un certain temps, le parasite lui-même arrive à maturité et s'arme en fabriquant les antigènes de l'hôte, ce qui prend également du temps. Au cours de cette période d'auto-défense et d'armement réciproque que l'on peut espérer prendre de vitesse le schistosome. Les recherches actuelles visent à la préparation d'un vaccin qui reproduirait très exactement la situation immunologique de ce stade donné du parasite encore larvaire. Les premiers résultats se montrent fort encourageants. Au congrès international qui s'est tenu au Caire en octobre 1975, sous l'égide de l'O.M.S. et en présence des chercheurs les plus compétents du monde, on a pu entendre qu'il n'était pas déraisonnable d'espérer obtenir un vaccin utilisable avant dix ans.

Ensuite, ce phénomène d'adaptation du parasite et de la tolérance de l'hôte se retrouve dans d'autres domaines, et le champ d'investigation qui s'ouvre apparaît colossal au regard des moyens dont on dispose actuellement. D'autres observations pour certains vers de groupes différents laissent à penser que le mécanisme observé chez le schistosome n'est pas exceptionnel.

Enfin, l'immunologie parasitaire devient l'un des secteurs les plus passionnants de la biologie fondamentale et contribue efficacement à l'étude très générale de l'évolution. Les moyens moléculaires d'adaptation d'un parasite à son hôte sont d'une subtilité extrême ; ils prouvent un très grand degré d'évolution, et les phénomènes de convergence immunologique que l'on observe chez les parasites appartenant à des embranchements très différents ne peuvent que passionner les esprits.

(Mercredi 4 février.)

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.

Direct : Jacques Fesnet  
Imp. des « Mondes »  
3, 1, des Mallettes, Paris  
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 480.

# BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 2 AU 6 FÉVRIER

## Tenue satisfaisante

La semaine écoulée a été plutôt satisfaisante pour la Bourse de Paris. Elle n'avait pourtant pas commencé sous le signe de la hausse. La flambée des pétroles intervenue à la veille du précédent week-end n'avait pas été suivie d'effet, le marché s'était passablement alourdi durant les deux premières séances. A l'étonnement général, il se ressaisissait pourtant le 4 février et accomplissait même le lendemain des progrès notables avant de se stabiliser. Si bien que, d'une semaine à l'autre, les cours ont monté en moyenne de près de 1 %, les pétroles tenant à nouveau le haut de l'affiche après avoir été quelque peu affectés. L'indice quotidien de l'INSEE s'est même inscrit à son plus haut niveau de l'année.

Cette petite performance n'a cependant pas été ressentie comme telle. Rien d'étonnant à cela. Tandis que le piège à capitaux continuait de fonctionner à Wall Street, le sentiment de défiance à l'égard du franc français (voir ci-dessous) poussait les investisseurs étrangers à poursuivre leurs dégellements. La conjonction de ces deux éléments a rendu le redressement du marché assez peu convaincant aux yeux des opérateurs. L'on se perdait en conjectures autour de la corbeille sur l'origine de cette amélioration, qu'en apparence rien ne justifiait vraiment.

Interventions des organismes de placement collectif ? Sentiment que la hausse de Wall Street touchait peut-être à sa fin et que Paris, trop pénalisé ces derniers temps, pourrait redevenir un centre d'attraction ? Pourquoi pas. Après tout la France n'est-elle pas le pays d'Europe où la reprise de l'expansion s'affirme avec le plus de netteté ? La dernière enquête du C.N.P.F., rendue publique le 6, paraît en témoigner une fois de plus. La Bourse, en tout cas, a fait preuve, ces derniers jours, d'une résistance beaucoup plus significative que précédemment.

L'or a fait de nouvelles pirouettes. La semaine s'est finalement achevée sur une nouvelle poussée de hausse. Toutes les pertes initiales ont été effacées et même au-delà. Le lingot s'établit à 19 445 F (+ 445 F) et le napoléon à 226,60 F (+ 2,10 F). Le courant d'échanges est resté maigre, tournant journalièrement autour de 8 millions de francs environ.

Aux valeurs étrangères, reprise des mines d'or mais recul des américaines. Les allemandes ont été franchement fermes, les néerlandaises aussi. Etrange irrégularité des pétroles internationaux.

ANDRÉ DESSOT.

## SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

### Fermeté du deutschemark - Faiblesse du franc Raffermissement de la lire

Une certaine nervosité continue à régner sur les marchés des changes, alimentée par les rumeurs persistantes d'un « réalignement » des monnaies du « serpent » communautaire. Le D.U.T.S.C.H.E.-MARK a accentué sa hausse, tandis que le FRANC FRANÇAIS et le FRANC BELGE faiblissent et que la lire se raffermisse quelque peu à la suite des mesures prises par les autorités monétaires de la péninsule.

Dès le début de la semaine, la fermeté du deutschemark provoquait des tensions sur les marchés européens. Le 2, et surtout le 4 février, la Banque de France intervenait à nouveau pour soutenir le franc : son action se poursuivait le lendemain pour s'interrompre le 6. Ce soutien a coûté encore quelques centaines de millions de dollars, et n'a pu empêcher le franc de s'affaiblir encore par rapport au deutschemark, dont le cours à Paris a frôlé 174 francs pour la première fois depuis le début de mai 1976. Le bilan de la Banque de France pour la semaine du 22 au 28 janvier porte la trace de son intervention : une sortie de devises d'environ 380 millions de dollars, sans compter les reprises sur les prêts de dollars consentis précédemment aux banques commerciales, et qui ne figurent nulle part.

De son côté, le franc belge était victime d'une spéculation à la baisse, qui contraindrait la Banque de Belgique à intervenir pour le soutenir vis-à-vis du florin, avec lequel il est lié par un accord spécial limitant les écarts à 1,5 %. De sorte que, en fin de semaine, on trouvait en quête du « serpent » la couronne danoise, suivie par le franc belge, puis le franc français ; le deutschemark avait franchi le milieu, tandis que florin et couronne suédoise continuaient à tenir la tête.

La LIRE s'est nettement raffermie. Tombée à 12 %, son taux de dépréciation depuis le début de sa chute, il y a quinze jours, est revenu graduellement à 9 % contre franc et 8 % contre dollar. Le gouvernement italien a pris le 4 février trois mesures destinées à revigorer la lire : augmentation des réserves obligatoires des banques auprès de l'Institut d'émission ; réduction du délai de rapatriement des devises reçues en paiement par les exportateurs ; création de comptes bancaires

spéciaux où les travailleurs émigrés pourraient verser directement leurs gains en devises étrangères. Parallèlement, un soutien était apporté à la lire sur les marchés des changes, par l'intermédiaire des banques centrales, dit-on.

Aux yeux de tous les observateurs, il devient indispensable de stabiliser très rapidement cette monnaie, dont la chute a déclenché un mouvement de balancier parmi les monnaies européennes, et semble-t-il, une sorte de remède à tous les maux. Les spécialistes de la monnaie, et au premier chef les économistes allemands et au taux d'inflation modéré qui est relevé outre-Rhin. Le franc français, dont la fermeté a toujours été suspectée par les cambistes qui se méfient viscéralement de lui, instruits par cinquante ans de dévaluation, s'affaiblit, de même que le franc belge. Tous ces « tiraillements » au sein du « serpent » leur paraissent logiques, et susceptibles d'aboutir au fameux réalignement que prédit à Londres, par exemple, la firme spécialisée Evers-Ressarch. Suivant certains schémas, le deutschemark pourrait être réévalué, tandis que la lire réintégrerait le « serpent » à un niveau qui correspondrait à son tour. Ces pronostics qui s'expriment à

### Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

| PLAGE     | Florin  | Lire   | Mark     | Livre  | \$ U.S. | Franc français | Franc suisse |
|-----------|---------|--------|----------|--------|---------|----------------|--------------|
| Paris     | 5,3992  | 1,5175 | 5,2187   |        | 2,0273  | 9,0730         | 5,2560       |
| London    | 5,4119  | 1,5325 | 5,2571   |        | 2,0306  | 9,0812         | 5,2700       |
| New-York  | 37,5516 | 6,1336 | 38,8500  | 2,0275 |         | 22,3463        | 38,5728      |
|           | 37,5093 | 6,1333 | 38,8100  | 2,0300 |         | 22,3538        | 38,4615      |
| Paris     | 168,04  | 5,9786 | 173,85   | 9,0726 | 4,4750  |                | 172,61       |
|           | 167,79  | 5,9646 | 173,72   | 9,0812 | 4,4733  |                | 172,65       |
| Zurich    | 97,3528 | 2,4633 | 100,7187 | 5,2569 | 2,5925  | 57,9328        |              |
|           | 97,5243 | 2,4666 | 100,2861 | 5,2780 | 2,6000  | 58,1200        |              |
| Frankfurt | 96,6579 | 2,4388 |          | 5,2187 | 2,5940  | 57,5195        | 99,2384      |
|           | 97,4492 | 2,4533 |          | 5,2571 | 2,5900  | 57,8963        | 99,6153      |

la veille de l'entrevue Schmidt-Giscard d'Estaing les 10 et 11 février ressortissent-ils de la monnaie-fiction ?

C'est bien possible, mais, pour l'instant, ils déterminent les mouvements des marchés. Quant au DOLLAR, il a fléchi en début de semaine, affecté par la baisse du taux outre-Atlantique, mais s'est légèrement redressé à la veille du week-end, restant pratiquement stable vis-à-vis du franc suisse, qui n'a pas suivi le deutschemark dans sa hausse et a même nettement « décroché ».

Sur le marché de l'or, le cours de l'once a oscillé entre 128 dollars et 131,70 dollars, pour terminer à 130,60 dollars, tout mouvement de hausse étant rapidement stoppé, du moins pour l'instant.

FRANÇOIS RENARD.

# in

## NON-MARIAGE

Les raisons pratiques : plus de 50 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1975, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1976, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1977, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1978, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1979, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1980, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1981, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1982, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1983, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1984, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1985, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1986, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1987, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1988, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1989, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1990, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1991, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1992, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1993, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1994, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1995, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1996, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1997, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1998, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 1999, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2000, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2001, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2002, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2003, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2004, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2005, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2006, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2007, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2008, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2009, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2010, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2011, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2012, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2013, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2014, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2015, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2016, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2017, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2018, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2019, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2020, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2021, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2022, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2023, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2024, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2025, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2026, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2027, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2028, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2029, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2030, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2031, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2032, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2033, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2034, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2035, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2036, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2037, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2038, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2039, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2040, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2041, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2042, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2043, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2044, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2045, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2046, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2047, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2048, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2049, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2050, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2051, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2052, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2053, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2054, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2055, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2056, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2057, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2058, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2059, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2060, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2061, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2062, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2063, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2064, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2065, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2066, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2067, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2068, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2069, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2070, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2071, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2072, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2073, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2074, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2075, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2076, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2077, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2078, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2079, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2080, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2081, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2082, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2083, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2084, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2085, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2086, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2087, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2088, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2089, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2090, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2091, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2092, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2093, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2094, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2095, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2096, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2097, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2098, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2099, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2100, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2101, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2102, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2103, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2104, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2105, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2106, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2107, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2108, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2109, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2110, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2111, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2112, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2113, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2114, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2115, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2116, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2117, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2118, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2119, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2120, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2121, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2122, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2123, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2124, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2125, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2126, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2127, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2128, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2129, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2130, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2131, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2132, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2133, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2134, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2135, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2136, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2137, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2138, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2139, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2140, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2141, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2142, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2143, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2144, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2145, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2146, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2147, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2148, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2149, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2150, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2151, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2152, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2153, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2154, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2155, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2156, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2157, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2158, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2159, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2160, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2161, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2162, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2163, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2164, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2165, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2166, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2167, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2168, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2169, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2170, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2171, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2172, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2173, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2174, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2175, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2176, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2177, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2178, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2179, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2180, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2181, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2182, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2183, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2184, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2185, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2186, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2187, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2188, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2189, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2190, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2191, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2192, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2193, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2194, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2195, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2196, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2197, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2198, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2199, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2200, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2201, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2202, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2203, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2204, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2205, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2206, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2207, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2208, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2209, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2210, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2211, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2212, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2213, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2214, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2215, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2216, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2217, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2218, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2219, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2220, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2221, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2222, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2223, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2224, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2225, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2226, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2227, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2228, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2229, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2230, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2231, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2232, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2233, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2234, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2235, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2236, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2237, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2238, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2239, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2240, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2241, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2242, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2243, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2244, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2245, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2246, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2247, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2248, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2249, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2250, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2251, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2252, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2253, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2254, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2255, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2256, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2257, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2258, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2259, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2260, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2261, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2262, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2263, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2264, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2265, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2266, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2267, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2268, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2269, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2270, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2271, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2272, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2273, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2274, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2275, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2276, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2277, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2278, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2279, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2280, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2281, 18 % des couples mariés en France ont des enfants. En 2282



# SPORTS

LES XII<sup>es</sup> JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

## ROSI MITTERMAIER : un modèle de persévérance

Innsbruck. — Ce n'est pas qu'ils manquent de talent ou de personnalité, ces artistes qui, pendant des années, attendent la notoriété, en travaillant d'arrache-pied dans les studios de cinéma, dans les coulisses du théâtre ou d'un music-hall. Leur jour de gloire a toujours été différé pour de multiples raisons. Et puis, un radieux matin, sans qu'eux-mêmes sachent très bien pourquoi et comment, le grand public met enfin un nom sur un visage familier.

Cette aventure est arrivée, dimanche 8 février, à l'Allemande de l'Ouest Rosi Mittermaier, gagnante à Innsbruck de la descente féminine des XII<sup>es</sup> Jeux d'hiver. Pour ce qui la concerne, c'était moins son nom qui était peu connu des foules, que ses traits épiques au charme acidulé. Toujours citée, ou presque, au générique du cirque blanc, elle n'avait guère eu en effet, jusqu'à cette consécration olympique, les honneurs de l'image, dans la presse et à la télévision. En sport, les seconds rôles, même brillants, sont souvent sans visage.

De notre envoyé spécial

Avec ses vingt-cinq ans révolus le 5 août dernier, Rosi Mittermaier, originaire de Reil-im-Winkl, village bavarois situé près de Berchtesgaden, à la frontière auto-allemande, est la doyenne des skieuses alpines. Elle est la seule concurrente encore en activité qui ait participé à la première Coupe du monde, créée en 1967. Dans un sport où les talents se font et se défont en quelques brèves saisons — aucun vainqueur n'a jamais pu jusqu'à présent conserver son titre d'une olympiade à l'autre, — sa carrière est un modèle de persévérance. Noyée dans les profondeurs du classement aux Jeux olympiques de Grenoble en 1968 et aux championnats du monde de Val Gardena en 1970, elle émergeait à la sixième place dans la descente de Sapporo en 1972 et à la cinquième de l'épreuve mondiale de slalom en 1974 à Saint-Moritz. Des progrès peu prodigieux, au contraire de ses principales rivales d'Innsbruck, mais constants.

Saltimbanque de la neige

A vrai dire, ce n'est pas essentiellement la rage de vaincre un jour ou l'autre qui a décidé la cadette des sœurs Mittermaier — Heidi a conquis plusieurs titres nationaux et s'est classée troisième dimanche — à se retrouver, année après année, au départ de la tournée du cirque blanc. C'est surtout l'amour du ski, et pas seulement pour des motifs financiers. Saltimbanque de la neige, elle se plaît doublement sur les pentes, et cette vie de voyages et de compétitions qu'elle mène — au moins pendant la moitié de l'année — lui en rebute plus d'un — est la sienne. Rien d'étonnant alors à ce qu'elle jouisse de la sympathie générale, dans un milieu fermé où les amitiés naissent et meurent au rythme des résultats : son succès olympique n'a pas provoqué d'agreur manifeste.

Personne n'envisageait pourtant que Rosi Mittermaier puisse l'emporter, le 8 février, sur les 2515 mètres de la piste de l'Axamer-Lizum, à une trentaine de kilomètres au nord-est d'Innsbruck. Ses proches accompagnaient une « fille d'honneur », respectivement cinquième et sixième, comme d'habitude. Elle-même confiait, après l'arrivée, modeste-

ment réaliste : « Je n'espérais pas avoir une médaille. Pour gagner aux Jeux olympiques ou au championnat du monde, c'est-à-dire sur une course, il faut non seulement être en superforme, mais aussi bénéficier d'une bonne part de chance. C'est pourquoi je préfère la formule de la Coupe du monde, disputée sur toute une saison. »

Un succès quand même surprenant

Effectivement, ce genre d'épreuve organisée sur le mode d'un championnat semble bien lui convenir, surtout depuis que les adeptes du ski alpin « tous azimuts » — descente et slalom — forment actuellement une espèce rare, en voie de disparition : en 1975, Rosi Mittermaier a pris la troisième place au classement de la Coupe du monde et, cette année, elle est en tête de la compétition.

Jusqu'à dimanche, la descente était son signe indien : souvent bien placée, elle n'a jamais été victorieuse. En neuf ans d'activité, sur toutes les pentes du monde, pas la moindre réussite dans cet « exercice libre ». Même lors des championnats d'Allemagne fédérale, alors qu'elle truste les trois nationaux (seize en slalom). Que s'est-il passé le 8 février ? Elle-même n'en sait trop rien.

Certes la météo des skieuses helvétiques l'a aidée : la tenante du titre, Marie-Thérèse Nadig, malade, n'a pu prendre le départ, et Bernadette Zurbriggen a été déçu à la Suisse, victorieuse de deux descentes depuis l'ouverture de cette saison et qui paraît ainsi à égalité de chance avec l'autre favorite, l'Autrichienne Brigitte Totschnig, terminée septième, comme aux Jeux de 1972. A Sapporo ce classement révélait l'athlétique Valaisienne — elle avait alors quinze ans — à Innsbruck, il équivaut à une défaite. Mais cette position rehausse, par contre, la performance de Danielle Debernard et de Jacqueline Rouvier, respectivement cinquième et sixième. La Française n'ont jamais remporté la descente olympique, même à l'épo-

que d'Honoré Bonnet, et il y a quatre ans, au Japon, Isabelle Mir, en finissant quatrième, avait fait à peine mieux. Dommage pour Danielle Debernard que le combiné (descente et slalom) ne donne pas lieu à des récompenses olympiques.

Et l'armada autrichienne ? Innsbruck communiait dans le souvenir de 1964 : sur la piste, aujourd'hui totalement transformée, de l'Axamer-Lizum, Cristl Haas, Edith Zimmermann et Traudl Hecker avaient tout simplement raté, dans cet ordre, les trois médailles. A Grenoble, Olga Pall avait conservé le titre olympique à l'Autriche et tout portait à croire qu'il en aurait été de même à Sapporo, quand l'invincible Alexandra Proell fut battue. Un accident que Brigitte Totschnig devait faire oublier, épaule par Andréa Spies, dix-sept ans, et Monika Kaserer.

Une course sans fautes

Effectivement, part en septième position après ses adversaires présumés les plus redoutables, Brigitte Totschnig réalisait le meilleur temps, en 1'46"88. Pour la presse autrichienne c'était déjà gagné.

On apprit plus tard que l'Autrichienne avait fait une faute au début de la course. Ayant hérité du dossard numéro 8, Rosi Mittermaier le lui immédialement. Elle ne commit pas d'erreur, ni sur la neige assez molle du haut du parcours, ni sur la tapis plus dur, sinon glacé, des descentes. Elle a eu l'avantage d'avancer au deuxième temps intermédiaire, cinquante-deux centimètres à l'arrivée. Seize ans après Heidi Bleib, victorieuse à Squaw-Valley, l'opiniâtre Bavaroise redonnait à l'Allemagne fédérale une médaille d'or en descente féminine de ski alpin.

Selon elle, dimanche était son « jour de chance » : il y a un an, à pareille époque, elle était hantée de plein fouet, alors qu'elle s'entraînait sur cette même piste de l'Axamer-Lizum, par un skieur débutant. Bessée, elle ne devait plus courir de la saison. Toute autre « à son âge », aurait alors pris sa retraite sportive. Rosi Mittermaier, elle, s'étonne dans un grand sourire : « Mais pourquoi donc ? »

MICHEL CASTAING.

## RUGBY Deuxième victoire française dans le Tournoi des cinq nations

### L'Irlande privée de ses vieux champions

« Quelle tristesse que vous ayez perdu la belle équipe qui nous avait si bien rossés l'an dernier, à Dublin ! » — « Quelle déception que vous n'ayez pas retrouvé encore l'une de celles qui, de Mias à Cranste, nous ont donné tant de leçons de rugby ! » La réplique de Ronnie Kerravagh, ancien capitaine de l'équipe d'Irlande, a justifié comme une contre-attaque. Ces deux phrases que nous échangeons, le soir après le match, résumant assez bien la victoire des Français contre les Irlandais (26-3), le 7 février.

C'était pitoyable de voir ce lion du rugby qu'est le Dr Mike Gibson, le meilleur trois-quarts centre des dix dernières années, avec son moule tendu de rouquin en colère, apparemment privé de ses jambes de courtreur de piste, tenter de rassembler les débris de cette équipe dont il avait été le feu follet. Aussi triste que si la mésaventure d'une telle retraite trop tardive était arrivée à André Boniface ou à Jean Gachassin. Il est vrai qu'avec les sélections, nous nous sommes vus un risque qu'ils ne couraient plus.

Comment une équipe a-t-elle pu se dissoudre si vite, moins d'un an après la cacarole de Dublin et la charge finale, en fanfare perdue, de cet autroche de Mias Bride, moins de trois ans après les royales chevauchées des trois-quarts au maillot vert sur la pelouse de Twickenham ; moins de dix ans après certaine réception offerte à Lansdowne-Road à Darga, Spanghero et à leurs camarades, qui étaient allés se briser sur cette falaise de muscles, de hargne et d'os qu'était l'équipe de Tom Kiernan et de Noel Murphy ? Ces joueurs au tréfilé, quelle belle bande de fous c'était alors, plus rieurs qu'un quartier-maître de marine et plus hardis qu'un explorateur polaire, chaque année inventant un de ces personnages quelque peu diaboliques qui changent un match d'un coup d'aile, d'un coup de rein ou d'un coup de pied, un Kyle ou un Mulligan.

Le triangle d'attaque

« Ils ont l'air finis, disais, après le match, Jean-Pierre Rives, mais ils nous ont fait plus mal que nous n'en avons fait à eux. Le match n'est pas le même vécu sur l'herbe ou vu des tribunes. Nous qui n'étions, alors, que des voyeurs, nous n'avons aperçu, face au triangle, que l'exploit du courage collectif, bien irlandais, et quinze désastres.

C'est pourquoi la performance de Fouroux et de ses camarades ne nous paraît pas plus qu'à Ronnie Kerravagh, celle d'une grande équipe. Sur le terrain, les deux alliers de grand large et de grand style que sont Gourdou et Averous, l'indifférence ? Manque de moyens ? Consignes ? Peut-être

Face à une équipe du tréfilé démentelle, privée d'un coup de ses vieux champions — Kennedy, Mias Bride, Mias Loughlin, Slattery et Moloney, — et qui n'était plus qu'un patchwork de joueurs vieillissants et de débutants naïfs, la robuste, la musclée et combative équipe du coq a fini par imposer son pionnage sans gêne, son épaisse stratégie de démolicage, pour préparer un dernier quart d'heure qui ne fut, pour les Irlandais, qu'un long coup de grâce.

Il n'y a-t-il un peu plus que cela, que surgissait devant nous Pierre Albaldéjo. Depuis une quinzaine d'années, depuis Mias, le Néo-Zélandais Saxton et le Sud-Africain Craven, le rugby a cessé de se jouer sur deux plans, celui des conquérants obscurs et celui des utilisateurs gracieux de la balle. Une lutte de classes. Alors, on disait aux gros lourds : « Ne touchez à la balle que pour l'expédier à ceux qui savent en jouer. » Désormais, ce n'est plus le cas. Les avant-passeurs de ballons ont choisi de garder pour eux les meilleurs et de ne refiler aux artistes de l'arrière que ceux dont ils ne peuvent rien faire d'autre. « Soitement », depuis quelques années, d'avants de champ et de jeu comme Darga et Spanghero, et aujourd'hui Skrela et Rives qui, ayant été au tour, veulent être aussi au moulin. Ici, c'est la dictature du prolétaire qui prend sa revanche et loin d'être abandonnée, s'impose davantage de jour en jour.

Le phénomène se manifeste d'autant mieux que l'ancienne aristocratie s'essouffie et traverse une phase de curie des talents et qu'un membre de la noblesse contestée, le demi de mêlée, passe dans le camp des anciens damnés de la terre et du jeu, comme Fouroux, avec une ardeur ébouriffée et ébouriffante, le rôle d'un neuvième avant. Il se manifeste d'autant mieux encore que les prolétaires de l'arrière affirment sans cesse la puissance de leur personnalité. Ce jour-là, ce sont quatre avant, Cholley, Paco, Rives et Skrela, qui ont dominé de très haut le débat au niveau des plus grands de leurs séries. On serait curieux de voir ce que fera ce quatuor — pourquoi d'ailleurs en détacher Paparborde ! — devant les maîtres gallois, le 6 mars prochain, à Cardiff.

Le cas de Bastiat est un peu plus complexe. Le gentil, gentil irlandais, très bon contre les Roumains et les Ecossais, a un peu de l'air d'un homme qui, à la touche, couvrant un terrain fou, adroit, généreux et par-dessus tout, comme un diable, il a semé un peu de décomposition, de déconecté, se contrôlant mal et faisant vraiment trop de fautes. C'est un beau, un vrai joueur, mais qui serait meilleur s'il n'avait qu'il faut mieux ne pas jouer aussi avec les règles du jeu.

Bien sûr, il y a eu de bons moments. Le splendide départ à quatre en relais Cholley, Skrela, Rives, Paco, qui ouvrirait la deuxième mi-temps en l'enfermant l'ennemi massif du pack français dans le but irlandais, cinq minutes plus tard ; une percée de Gourdou, deux ou trois en rafale de Skrela ; les plaquages en série réussis par les trois-quarts français dans le but irlandais, et encore l'essai comique à force d'astuces à la Scapin, de Jacques Fouroux ; l'extraordinaire course de Rives poursuivant, reléguant, et plaquant comme un fauve l'ailier droit irlandais, et encore l'essai qu'il marqua à la dernière minute, mettant sur la fin de ce match inaccompli comme un rayon de soleil et de sourire. Mais tous ces bons moments-là ne sont pas rassemblés pour faire un vrai match de rugby, c'est-à-dire un défi non seulement à l'adversaire, mais à soi-même. Pour gagner vraiment ce match, les quinze Français ne devaient pas simplement marquer plus de points que les Irlandais, ils devaient démontrer qu'ils n'ont pas seulement pour eux la puissance de leurs muscles. Le plus « fort » a gagné, ce n'est pas vraiment digne de lui-même que quand il aura montré sa force au-dessus du niveau des épaules.

Un mauvais public  
Quelque réserve que l'on fasse sur cette équipe de combattants chaleureux, on conclura qu'elle n'a tout de même pas le public qu'elle méritait. De plus bête, de plus hargneux, de plus incompréhensible n'en vit-on, même à Colombes ? Je sais bien que le stade du Parc fait caisse de résonance et qu'une ardeur, une grossièreté, une bordée de sifflets y sont multipliées par trois ou par dix. Mais quand donc ces gens qui sont nos compatriotes monteront-ils aux équipes étrangères qui nous font l'honneur de nous visiter un peu de courtoisie, un peu d'intelligence du jeu et des situations ? Ce jour-là, une équipe plénière, malheureuse rivale, composée de joueurs venus d'un pays petit, pauvre et divisé. Quelle occasion de se donner le luxe, au moins pour une fois, d'un peu de magnanimité, d'un peu d'élégance collective ? Jamais ce public ne fut pire. Qui accepterait bientôt de venir arbitrer dans ce cirque romain ?

JEAN LACOUTURE.

## Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (vingt-troisième journée)

|  |        |
|--|--------|
| Tours p. Challans .....                | 91-83  |
| Villeurbanne b. Nice .....             | 83-72  |
| Chen b. Orlhez .....                   | 87-80  |
| Le Mans b. *Roanne .....               | 97-86  |
| Bercq b. *Graffenstaden .....          | 105-94 |
| Clermont b. Bagnolet .....             | 89-83  |
| Antibes b. Joux .....                  | 106-86 |
| Dessau b. Lyon .....                   | 82-78  |
| Classement. — 1. Tours 63 pts ;        |        |
| Villeurbanne, Chen 56 ; 4. Le          |        |
| Mans 55 ; 5. Bercq 51 ; 6. Challans    |        |
| 45 ; 7. Antibes 47 ; 8. Clermont       |        |
| Orhez 43 ; 10. Lyon, Nice, Roanne 42 ; |        |
| 9. Bagnolet 39 ; 14. Joux.             |        |
| Dessau 36 ; 16. Graffenstaden 31.      |        |

## Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (vingt-troisième journée)

|                            |     |
|----------------------------|-----|
| Strasbourg b. Lyon         | 3-0 |
| Paris S.G. b. Metz         | 2-0 |
| Schaux b. Nîmes            | 2-1 |
| Nantes b. Nancy            | 3-0 |
| Angers b. Valenciennes     | 2-0 |
| Reims b. Nice              | 1-0 |
| Bastia b. Valenciennes     | 1-1 |
| Bordeaux b. Angoulême      | 1-1 |
| Monaco b. Troyes           | 1-1 |
| Saint-Etienne b. Marseille | 1-0 |

## LES RESULTATS

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (vingt-troisième journée)

|                            |     |
|----------------------------|-----|
| Strasbourg b. Lyon         | 3-0 |
| Paris S.G. b. Metz         | 2-0 |
| Schaux b. Nîmes            | 2-1 |
| Nantes b. Nancy            | 3-0 |
| Angers b. Valenciennes     | 2-0 |
| Reims b. Nice              | 1-0 |
| Bastia b. Valenciennes     | 1-1 |
| Bordeaux b. Angoulême      | 1-1 |
| Monaco b. Troyes           | 1-1 |
| Saint-Etienne b. Marseille | 1-0 |

## LES MOTS CROISES

PROBLEME N° 774

HORIZONTALEMENT

1. Se donne sans trop insister ; En complet désaccord avec le Credo (épelle). — II. Ont la taille flatteuse ; Fit ployer des coudes. — III. Y compris l'emballage ; Déplace un bouton. — IV. Ne supportent pas du tout la chaleur ; Plus en place (épelle). — V. Fit un travail d'électricien. — VI. Avient l'habitude de scruter l'horizon. — VII. Nue après l'outrage. — VIII. Passe et repasse. — IX. Eléments de règles de trois ; Mesures. — X. Prouva qu'il était un homme ; Préfixe. — XI. N'est pas monochrome ; A des dents solides.

VERTICALEMENT

1. Période qui précède le terme ; Réduisit en parcelles. — 2. Sans addition chimique ou encore pleines d'illusions ; Distancer. — 3. Ne survit pas à ses fils ; Puisseance occulte. — 4. Désigne un religieux ; Fondent comme neige au soleil. — 5. Précède une désignation ; Si elle quitte son lit, c'est qu'elle ne dort pas ; Etat d'Amérique. — 6. Râpes ; Sans changement. — 7. Ses évolutions rident quelque peu un mouvant miroir ; Présentent (épelle). — 8. N'avaient pas sans mobile ; Incapables de dialoguer. — 9. Localité de France ; Se montre éblouissant.

Solution du problème n° 773

HORIZONTALEMENT

I. Imprimeur. — II. Nouet. — III. Elma ; Cail. — IV. Assise. — V. Tri ; Ave ! — VI. Bushe. — VII. Dait ; AG. — VIII. Béa ; Ni ; In. — IX. AG. ; Réelle. — X. Essee, Ale. — XI. Sema ; Odes.

VERTICALEMENT

1. Inerte ; Dues. — 2. Mot ; Rudesse. — 3. Punaisses ; SM. — 4. Réas ; El. — 5. Réa ; 3. ; Sa. — 6. Cive ; 7. ; Réas. — 7. 3. ; Réa. — 8. Réas. — 9. Réas. — 10. Réas. — 11. Réas.

GUY BROUET.

## Handball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (douzième journée)

|                             |       |
|-----------------------------|-------|
| St-Maur b. Billy-Montigny   | 22-18 |
| Paris U.C. b. Toulouse U.C. | 17-15 |
| Metz b. Ivry                | 27-15 |
| Nancy b. APAS Paris         | 20-14 |
| A.S.E.A. Toulouse b. Nantes | 22-18 |

CLASSEMENT

|   |
|---|
| 1. Saint-Maur, 32 points ; 2. Paris U.C. (11 m.), 29 ; 3. Metz (11 m.), 26 ; 4. A.S.E.A. Toulouse, 25 ; 5. Nancy, 24 ; 6. Ivry, 21 ; 7. Toulouse U.C., 21 ; 8. APAS Paris, 20 ; 9. Billy-Montigny, 17 ; 10. Nantes, 16. |
|---|

POULE A

|                       |       |
|-----------------------|-------|
| Strasbourg b. Schaux  | 16-15 |
| Dijon b. Mulhouse     | 27-17 |
| Voltaire b. St-Marcel | 16-12 |

## Jeux olympiques d'hiver

BOULLE

|                        |                   |
|------------------------|-------------------|
| 1. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 2. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 3. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 4. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 5. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 6. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 7. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 8. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 9. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 10. R.D.A. b. Mulhouse | 3 min. 44 sec. 42 |

BOULE

|                        |                   |
|------------------------|-------------------|
| 1. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 2. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 3. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 4. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 5. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 6. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 7. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 8. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 9. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 10. R.D.A. b. Mulhouse | 3 min. 44 sec. 42 |

BOULE

|                        |                   |
|------------------------|-------------------|
| 1. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 2. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 3. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 4. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 5. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 6. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 7. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 8. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 9. R.D.A. b. Mulhouse  | 3 min. 44 sec. 42 |
| 10. R.D.A. b. Mulhouse | 3 min. 44 sec. 42 |







## LETTRES

S'ÉTAIT-CE que le fantastique surgit dans les périodes de scepticisme ou, comme l'écrivait Noddy, de « décadence et de transition » ? C'est un fait qu'en dépit de vieilles réticences, il connaît, en France, un regain sensible. A ses fervents de longue date — Calicols, Michaux, Schneider — se joignent, par intermittences, des auteurs traditionnels — Guy-Lussac, Pons — ou du Nouveau Roman — Sutor, Robbe-Grillet — et une proportion subitement élargie de jeunes : Benoziglio, Charrière, Demétiler, Turpin. Tous ont en commun d'accepter, de cultiver même, l'irruption de l'irrationnel dans le quotidien comme allant de soi, non pour l'insérer à l'égal du démontable ou du défilé dans le délire gothique, mais par exorcisme joueur, ou soupçon dialectique que la connaissance passe aussi, à Michaux 1, par les gouffres.

Dans la famille des fantastiques français, Marcel Brion fait figure de précurseur directement rattaché à la tradition germanique, dont ses études sur *l'Allemagne romantique* font classer spécialiste hors pair. C'est révéler son apport personnel au genre. La culture impenetrable et la sagesse d'écriture qu'il y manifeste, et qui ont pu lui aliéner les amateurs pour qui la forme doit épouser la folie du fond, sont, au contraire, un très sûr effet de contraste. L'extravagance saisit d'autant plus que le témoin n'y voit que banalité et routine.

Tout est le cas pour *Algues*, après tant d'autres randonnées « de l'autre côté », dont la *Ville de sable*, *Château d'ombres*, *L'ombre d'un arbre mort* et, dernièrement, *la Fête de la tour des âmes*. Pour bien montrer qu'il se soucie peu d'éblouir, le narrateur répète plusieurs fois que son texte n'est pas un « roman » destiné au public, mais un journal intime à son seul usage, retour d'un voyage tout au plus singulier.

Comme souvent dans ces sortes de périodes, le temps se déglisse avant l'espace. Très vite, l'ordre chronologique est négligé, le compte des mois et des années se brouille. Mais l'impression d'étrangeté naît surtout des lieux, et en particulier de la manière dont leur description mêle naturellement, dans follement, minuties inutiles et lacunes essentielles. On ap-

prend des détails archéologiques dignes du Baedeker sur la ville visitée, tout en ignorant jusqu'au bout son nom et le pays où elle se situe.

Nous savons seulement que nous sommes en Europe du Nord, aux confins des terres à neige et à brouillard, ainsi que des cultures germaniques et slaves ; quelque part au large du Holstein ou d'une principauté balte. Les noms de héros morts ou vivants ont un air scandinave — Eriksson, Olovsson — de même que les rues, les monuments, les nuits blanches et les mœurs rigides. Mais ce pourrait être aussi bien l'Atlantide telle que Nemo et son équipage la visitent dans *Vingt mille lieues sous les mers* : Gustave Doré et Clavette au pays d'Ingmar Bergman.

Même l'ouïe naturelle quant aux raisons qu'a notre guide de hanter ces lieux. Sa curiosité pour les collections d'algues d'un certain Olovsson est bientôt délaissée par l'amour d'une sirène dont la voix l'a envoûté, un soir qu'il errait dans le « Paradis », sorte de Luna-Park attenant à la ville, et coulisée de son imagination.

A l'intérêt touristique pour les rites du cru — escalades de clochers, concerts, dimanches costumés — succèdent les affres d'une passion à la fois tourmentée et étourdie. La sirène est enlevée sous l'aspect de Perséphone, une tempête les surprend sur un îlot voisin, et un lent déluge appelé la « montée » inonde la ville.

Enfin cette submersa générale ne semble pas inquiéter les habitants outre mesure. Le collectionneur d'algues continue de classer ses échantillons. Les dactylos tapent à la machine dans des barques chargées d'archives. Les promeneurs s'enchantent de voir les lointains réduits aux sommets des coupoles et les nefs des cathédrales à moitié englouties. Des poissons de grandes profondeurs ressemblent, dans follement, minuties inutiles et lacunes essentielles. On ap-

## LES INONDATIONS DE L'OUBLI

### « ALGUES », de Marcel Brion

Par

Bertrand

Poirot-Delpech

d'une pathologie et, à la suite de Freud dans ses *Essais de psychanalyse appliquée*, d'expliquer tout effet d'« inquiétante étrangeté » — *Unheimliche* — par le retour de pulsions refoulées. Une des dernières « lectures » de ce type est celle qu'Hélène Cixous a faite d'Hoffmann, et notamment de son texte le plus riche en symptômes, *L'homme de sable* (Gallimard, 1974).

Marcel Brion se prête mal à pareille spéculation sur l'inconscient. Les raisons qu'il a de s'égarer du réel relèvent manifestement moins de la compensation morbide que de l'imprégnation culturelle. Il y a une grande part de jeu dans ses allusions aux maîtres allemands du genre, en peinture, et en musique comme en littérature. Le « Paradis » où erre son imagination

est peuplé de réminiscences attendries.

Il n'est pas non plus de ceux qui font la théorie et l'apologie de l'irrationnel où ils se meuvent. C'est sans y insister qu'il évoque l'hypothèse, souvent émise, selon laquelle nous n'existerions que dans le sommeil des dieux, ou qu'il débâte dans le pouvoir d'invention de nos rêves un reste de la « faculté des démiurges ».

On ne construit pourtant pas une telle machine narrative sans un ensemble cohérent de motifs intimes. Comme le narrateur l'indique lui-même : « La substance du rêve est la conscience d'un manque ». Quelle privation tend à combler, chez lui, ce long séjour aquatique ?

On aurait peut-être profité à lui appliquer les symboles de protection ou de retour à la mère qu'un Bachelard manie à propos des grottes marines de la littérature, de l'*Odyssée* à *Virginia Woolf* en passant par George Sand ou D.-H. Lawrence. Mais il paraît plus conforme à la mythologie personnelle de l'auteur de s'en tenir à une opposition, instinctive et métaphorique, entre la mer et la montagne.

Le narrateur ne se cache pas de préférer l'altitude, la sécheresse, la blancheur et la pureté offertes par la montagne, au monde marin où il a décidé de nous promener et de nous perdre, comme pour vaincre une répulsion. Il avoue : « L'agitation maniaque et sans ordre de la mer le met mal à l'aise ». Elle lui paraît « vieille », d'une « platitude infinie », en proie à des « remuements » et des « rabâchages stériles ». Le climat et la lumière nordiques ne sont pas en cause, car il l'aime mieux ainsi qu'un « mer Egée, le charme musical des *lieder* et des *arias* compensant ici sa couleur de nuit et de gouffre ».

C'est seulement lorsqu'elle se met à monter et à noyer la ville qu'elle commence à l'intéresser, à l'attirer. Moins par jubilation secrète du désastre, comme cela se voit, que par soulagement que son mouvement,

aberrant jusque-là, prenne sens. « Il me semble déceler dans ses gestes généralement bestiaux une intuition intelligente, une pensée morale, moralisante, qui va au-delà de l'esprit de jeu, naïf en somme et instinctif ».

L'E sens dont l'apparition apaise ce songeur, plus rationaliste qu'il n'en a l'air, serait la règle universelle de l'engloutissement. Les algues cultivées par le vieil Olovsson et le Luna-Park où chante la sirène figureraient les souvenirs périssables aux limites desquels « se pêche le fictif ». « Comme si la loi d'oubli était le précepte majeur du pays tout entier, dont c'est ici la frontière, le premier poste d'accès ».

Face à la fatalité individuelle et collective de l'effacement dont l'Atlantide demeure le symbole de référence, il n'y a pas de plus haute sagesse que d'y consentir. La sirène a séduit le narrateur en ne chantant rien d'autre : « accomplis-toi en détruisant en toi tout ce qui stagne » ; « va et reviens en consentant à ce que les choses à ton retour soient autres et qu'il ne reste rien de tout ce que tu as aimé ».

Celui qui ne veut pas dire qu'*Algues* respire la résignation assumée. L'imagination de l'auteur prend un plaisir contagieux à découvrir à peine avant le lecteur ce qu'elle invente. On voudrait même qu'elle joue davantage à se surprendre, comme quand des précisions injustifiables lui échappent, signalées par un : « comment ce mot vient-il sous ma plume ? » ou un : « comprend qui peut ».

Mais l'exercice d'images automatiques et de parenthèses flamboyantes nuit à la joie, essentielle au lecteur, de les pêcher soi-même comme des algues rares et d'en meubler sa mémoire. Je recommande à vos herbiers personnels une page sur le « murmure du bois », une autre sur les balais à peine mouillés de la neige, le « mélange de hauteur et de tendresse qu'on voit dans les yeux des chevaux », et un certain Auguste de claque, dont le visage ensanglanté nous révèle tout à coup pourquoi ces clowns nous ont toujours fait peur : visage. Il fallait y penser, d'assassiné !

(Vendredi 6 février.)

\* ALGUES, de Marcel Brion, Albin Michel, 326 pages, 35 F.

## La crise du livre ? Le mot et la chose

Il y a un an, à pareille époque, on disait que le livre était en crise. Les éditeurs sollicitaient la bienveillance de l'Etat. Les libraires proposaient un plan « Moise » de sauvetage. Les écrivains réclamaient un statut de leur profession. Les bibliothécaires aspiraient à des crédits plus importants.

Cette année, s'il faut en croire les augures et les rumeurs, le livre ne se porterait pas si mal. En chiffres d'affaires, en nombre de titres, l'année 1975 aurait été pour certains éditeurs florissante. Les libraires, publiquement, ne font plus entendre leurs plaintes. Les écrivains ont obtenu satisfaction, tout au moins en ce qui concerne la Sécurité sociale et les retraites. Seuls les bibliothécaires soupirent encore après des crédits qu'on leur refuse. Mais les bibliothécaires, en France, n'est-ce pas ?

Bref, tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes si...

Si un certain scepticisme ne venait tempérer la satisfaction un peu trop ostensible des milieux de l'édition (pourquoi le livre seul échapperait-il à une crise qu'on dit générale et que les pouvoirs s'accordent à reconnaître ?).

Et si un certain nombre de signes n'indiquent qu'en dehors de toute querelle linguistique sur le sens du mot « crise » les problèmes demeurent.

Revenons un peu en arrière. Que s'est-il passé entre ce février 1975 qui voyait l'avenir du livre sous les plus inquiétantes auspices et ce février 1976 qui le crédite d'un plus rassurant avenir ? Deux faits essentiels : l'élaboration puis la non-publication du rapport Granel sur le livre, où la commission Interministérielle chargée d'une mission d'information sur ce problème suggérait une restructuration de la profession et la publication d'un « Manifeste pour le livre » où le parti communiste, dans la foulée du programme commun de la gauche, proposait un certain nombre de mesures, à court, moyen et long terme.

La conjugaison de ces deux menaces : l'une diffuse, mais immédiate, l'autre radicale, mais plus virtuelle, fit qu'au cours du Festival de Nice, qui suivit en mai, le mot « crise » vint littéralement en éclats. La vieille encore opposée l'une à l'autre et écrivaines, les diverses professions du livre : éditeurs, libraires, écrivains, tombèrent d'accord pour enterrer la hache de guerre. Seuls les bibliothécaires... Mais qui se préoccupe des bibliothécaires, en France ?

Bref, le mot disparut. Mais la chose ?

Depuis, le gouvernement a accordé à l'édition la plus urgente

de ses revendications : le déblocage du prix des collections de poche et des réimpressions. Il a adopté un certain nombre de mesures : taxes sur le chiffre d'affaires et sur les appareils de reprographie destinés à aider l'édition de livres difficiles, à favoriser leur exportation ou à enrichir le fonds des bibliothèques ; reconnaissance du statut social de l'écrivain.

Il a aussi dissocié la direction de la Bibliothèque nationale de celle des bibliothèques de lecture publique, séparé les bibliothèques universitaires de la lecture publique (ce qui n'a pas été du goût de tous), nommé un directeur du livre qui collige non seulement la lecture publique, mais le Centre national des lettres, invité les diverses professions du livre à participer à la vie et aux décisions de ce dernier. Tout semble donc indiquer que l'on s'achemine, encore bien timidement, bien empiriquement, tant au niveau gouvernemental qu'à celui des diverses instances de la profession, vers une prise de conscience plus concertée des problèmes que posent la création, la production, la diffusion et la consommation du livre dans les sociétés contemporaines.

Et cependant... l'agitation persiste. L'agitation rendit sous une autre forme et en changeant d'objectif : les rapports entre les auteurs et les éditeurs.

Passons sur les manifestations, diversement appréciées, qui ont, d'octobre à novembre, précédé ou accompagné la remise des récompenses littéraires de fin d'année, les préfaces explosives, les graffiti, les tracts injurieux, les jets d'engins incendiaires dans les escaliers de certains jurés, l'arrestation d'un écrivain : Jack Thieuloy, le show télévisé Jean-Edem Hallier-Académie Goncourt le jour de l'attribution du prix.

Pour contestables ou excessives qu'aient pu paraître ces actions, elles s'inscrivent dans la continuité d'une rébellion qui a débuté en 1968 par l'occupation de l'hôtel de Masso, siège de la Société des gens de lettres et la constitution de l'Union des écrivains, à vocation revendicatrice, et elles s'inscrivent, dans leurs méthodes, du climat général d'une époque qui voit surgir l'explosion des cocktails Molotov servir de prélude à la négociation.

Elles ont d'ailleurs eu leur prolongement logique et mesuré avec la constitution du SELF (Syndicat des écrivains de langue française) lui-même issu (en partie) du GICL (Groupe information, culture, livre, édition) d'où était partie l'agitation de novembre.

La constitution de ce syndicat,

venant d'ajouter aux associations existantes, marque un fait important dans la vie intellectuelle française : d'abord il réunit des écrivains dont la situation éditoriale n'est pas négligeable : Bernard Clavel, Lucien Bodard, Marie Cardinal, Pierre-Jean Rémy, Pascal Lainé, Suzanne Prou, Yves Navarre, etc., c'est-à-dire des écrivains lauréats ou honorés, en second lieu il revendique plus que la reconnaissance par l'Etat d'un statut social pour l'écrivain et il pose le problème des relations des auteurs avec leurs éditeurs, leurs diffuseurs, le public. Bref, les écrivains sortent de leur tour d'ivoire pour se soucier de l'économie de ce qu'ils produisent et en réclamer un partage plus équitable. Cette revendication avait été déjà formulée dans un livre explosif et fort discuté publié l'an dernier : « le Book business », d'André Gouillon, puis dans la préface de Jean-Hedem Hallier au roman de François Coupy, « Mille potes sans tête », paru l'automne dernier. Et elle avait été précédée et préparée par divers articles, prises de position, interviews de Roger Bordier, François Régis Bastide, Bernard Pingaud, Claude Manceron, publiés par la plupart dans « le Monde » au cours de ces dernières années.

On retrouvera l'écho, direct ou indirect, de ces débats et leur mise à jour dans deux livres qui viennent de paraître et qui ont le mérite de représenter les deux pôles, à la fois divergents par leur approche et complémentaires par leurs perspectives, de cette réflexion.

L'un est « la Botte du livre », d'Antoine Spire et Jean-Pierre Viola (1). Il est d'inspiration communiste. Comme tous les ouvrages de cette tendance, il est fortement argumenté, copieusement documenté et puissamment référencé. Il n'y manque aucune des citations ni des statistiques dont le débat sur le livre (la production, la diffusion, le lecteur, les écrivains, les bibliothèques) se nourrit depuis des années. Avec ce qu'une telle abondance peut comporter de flou, voire de contradictoire, appliqué à une profession et à un milieu dont le secret, l'approximation, sont les plus persistants usages. On regrettera simplement, moins par esprit de polémique que par souci d'information, que ce livre qui se veut complet ne mentionne que par allusions l'existence du C.D.L.P., organisme communiste de diffusion du livre, calqué par ses structures, ses méthodes (représentants, courtoisie, club), sinon son public, sur les entreprises capitalistes.

S'appuyant sur « le Manifeste pour le livre » publié l'an dernier par le parti communiste, avec une préface de Guy Herminier, les deux auteurs ne jugent pas utile une réédition des rapports actuels de l'écrivain avec son employeur. Ils vont au contraire de la tentative de diversion des véritables problèmes et, à part quelques mesures urgentes et ponctuelles, ils ne discernent d'autre avenir possible pour le livre qu'à travers l'application du programme commun d'abord, puis l'établissement d'une société à vocation socialiste. Bref, la victoire de la gauche aux prochaines élections supprimerait l'emprise des banques sur les maisons d'édition et les sociétés de distribution, libérerait l'écrivain de ses censures ou autocensures, et le lecteur de ses contraintes économiques.

Et, certes, il est vraisemblable qu'un développement de la lecture en France, de la création comme de la consommation du livre puisse naître de l'amélioration des conditions de vie, de travail, de transport et de l'augmentation substantielle des crédits consacrés par l'Etat à ses investissements culturels.

par le parti communiste, avec une préface de Guy Herminier, les deux auteurs ne jugent pas utile une réédition des rapports actuels de l'écrivain avec son employeur. Ils vont au contraire de la tentative de diversion des véritables problèmes et, à part quelques mesures urgentes et ponctuelles, ils ne discernent d'autre avenir possible pour le livre qu'à travers l'application du programme commun d'abord, puis l'établissement d'une société à vocation socialiste. Bref, la victoire de la gauche aux prochaines élections supprimerait l'emprise des banques sur les maisons d'édition et les sociétés de distribution, libérerait l'écrivain de ses censures ou autocensures, et le lecteur de ses contraintes économiques.

Et, certes, il est vraisemblable qu'un développement de la lecture en France, de la création comme de la consommation du livre puisse naître de l'amélioration des conditions de vie, de travail, de transport et de l'augmentation substantielle des crédits consacrés par l'Etat à ses investissements culturels.

### L'autogestion

François Coupy, dans son livre « L'Anti-éditeur » (2), ne conteste ni ne renie cette évidence. Mais il professe qu'en attendant cet âge d'or, il est possible de mettre un peu d'ordre dans la maison du livre. Associé de Jean-Edem Hallier dans son entreprise de coopérative d'édition, membre responsable du tout nouveau syndicat des écrivains, il commence par donner de l'écrivain une définition qui ne manque pas de finesse.

L'écrivain écrit pour être lu, c'est-à-dire être édité. Il écrit donc pour un éditeur « docte, sage et esthétique » : Gallimard ; « curé, centre gauche et récupérateur gauchiste » : le Seuil ; « académique, nostalgique et ancien » : Grasset ; « américain, pop et commercial » : La Font ; « drapier rouge et lutte » : Maspero ; « branleur

(1) « La Botte du livre », d'Antoine Spire et Jean-Pierre Viola (Editions sociales, 302 p., 13 F.).  
(2) « L'Anti-éditeur », de François Coupy (Editions Hallier, 97 p., 12 F.).

sympa » : Pauvert, etc. Il est manipulé par le système éditorial et son propre désir d'être édité. Il doit prendre conscience de cette manipulation et agir non contre elle, mais en elle. Comment ? En ne se contentant plus d'être un monsieur débauché, ayant écrit un manuscrit, s'en débarrassant chez un éditeur, mais en participant à toute la chaîne d'opérations qui font de ce nouveau-né un adulte, c'est-à-dire depuis sa mise en fabrication jusqu'à sa mise en vente : choix du caractère, de la couverture, discussion du devis, élaboration de la promotion, etc.

Bien entendu cette méthode est inapplicable dans les grandes entreprises d'édition, où les auteurs sont nombreux et les tâches spécialisées.

D'où la nécessité pour François Coupy de constituer une multitude de petites unités de production : coopératives de trois ou quatre auteurs, avec un personnel permanent réduit à deux éléments : un pour la fabrication, un pour le commercial, les auteurs maison assumant une partie des tâches en compensation d'une augmentation de leurs droits : 15 % ou lieu de 10 %, 20 % ou lieu de 15 %.

La distribution elle-même, aveugle depuis qu'elle est devenue tentaculaire, pourrait être rééquilibrée, toujours à partir de ces mêmes petites unités éditoriales outillées, par une mise en place ponctuelle, réduite à quelques points de vente, en fonction des chocs d'intérêt que le contenu de chaque livre présuppose.

Utopie, certes, puisque actuellement l'expérience Hallier passe par les circuits d'Hachette, mais la faible coût de chaque opération permettrait de couvrir le risque. On voit par ce qui précède que si le bulletin de santé de l'édition est officiellement rassurant, les signes d'une insatisfaction sont cependant visibles et concordants. Ce n'est peut-être pas le livre qui est en cause, mais les lois, les règles, les codes et les usages qui régissent son économie.

PAUL MORELLE

(Vendredi 6 février.)

## VIENT DE PARAÎTRE

### Sciences humaines

IRENAUS EIBL-BIESFELD : *L'homme programmé*. — Elève et collaborateur de Konrad Lorenz, l'auteur s'attache à montrer que l'inné est un facteur déterminant du comportement humain. Traduit de l'allemand par Anneliese Plank. (Flammarion, 260 p., 60 F.)

KONRAD LORENZ : *L'homme et le miroir*. — Le prix Nobel de médecine 1973 interroge les fondements biologiques de notre ordre social. Traduit de l'allemand par Jeanne Etoré. (Flammarion, « Nouvelle Bibliothèque scientifique », 320 p., 45 F.)

### Romans

DENIS ROCHE : *Leurs basses*. — Le premier roman d'un poète. Mais il est difficile de distinguer les genres dans la nouvelle littérature. Un vaste désespoir de jase, musique et audace, écrit lui-même Denis Roche à propos de son livre. (Le Seuil, 238 p., 35 F.)

CHRISTOPHER FRANK : *Le Rêve du sage*. — Le roman de la vieillesse. Le récit d'un homme de 1972 dépeint le milieu du cinéma. (Le Seuil, 191 p., 26 F.)

FREDERIC REY : *Un fils pour l'automne*. — La réédition d'un roman avec son fil par l'auteur de *L'Enfermement* et *Le Voleur*. (Flammarion, 215 p., 28 F.)

HENRI TROYAT : *Grainberg*. — L'histoire d'un échec, d'un échec, engagé par Pierre IV, en 1721. Un portrait du sur et de Saint-Pétersbourg. (Flammarion, 312 p., 42 F.)

### Littérature étrangère

ORIANA FALLACI : *Lettre à un enfant jamais né*. — L'enfant ou la carrière. Un récit autobiographique. Par une célèbre journaliste italienne. Traduit de l'italien par Claudine Wagner. (Flammarion, 144 p., 24 F.)

J.-P. DONLEAVY : *Monsieur d'oiseaux*. — Par l'auteur, américain de New-York né en 1926, de *l'Homme singulier*, *l'Homme de gangstre* et des *Blatitudes* traduites de Balzac. B. Traduit en français par Any et Claude Monré. (Denoël, coll. « Arc-en-ciel », 296 p., 49 F.)

### VIENT DE PARAÎTRE

## CORRESPONDANCE ET PAPIERS D'ÉTAT DU CARDINAL DE RICHELIEU

par Pierre GRILLON — Un volume de 626 pages, format 16 x 24... 171,20 F.T.T.C.  
ÉDITIONS A. PEDONE, 13, rue Soufflot, Paris (5<sup>e</sup>) - Tél. : 033-05-97